

UNIVERSITÉ PANTHÉON-ASSAS – PARIS II
Droit – Économie – Sciences sociales

Année universitaire 2011-12

Master recherche Sécurité et défense

L'EVOLUTION DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT RUSSES DEPUIS 1991

Mémoire préparé sous la direction
de M. le professeur Nicolas HAUPAIS

présenté et soutenu publiquement
pour l'obtention du Master recherche Sécurité et défense

par
Xavier BOURDON

JURY :

Président : M. le professeur Nicolas HAUPAIS

Assesseur : M. le Contrôleur des armées Arnauld CHEREIL de la RIVIERE

L'EVOLUTION DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT RUSSES DEPUIS 1991

L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans le mémoire; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Table des abréviations

- CIA** : Central Intelligence Agency (Etats-Unis)
- CEI** : Communauté des Etats Indépendants.
- DGSE** : Direction générale de la sécurité extérieure (France)
- DCRI** : Direction centrale du renseignement intérieur (France)
- FAPSI** : Service fédéral d'information et de communication gouvernemental (Russie)
- FBI** : Federal Bureau of investigations (Etats-Unis)
- FPS** : Service fédéral en charge des frontières (Russie)
- FSB** : Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (Russie)
- GRU** : Renseignement Militaire Russe (Russie)
- KGB** : Comité pour la sécurité de l'Etat (URSS)
- MVD** : Ministère de l'Intérieur (Russie)
- NKVD** : Commissariat du peuple aux affaires intérieures (URSS)
- PC** : Parti Communiste.
- SVR** : Service de renseignements extérieurs de la Fédération de Russie (Russie)
- URSS** : Union des républiques socialistes soviétiques

Sommaire

Introduction Générale

TITRE I : L'IMPOSSIBLE REFORME?

Chapitre 1 : La division du renseignement en deux organes majeurs.

Chapitre 2 : La persistance d'organes techniques.

Chapitre 3 : L'hégémonie du FSB.

TITRE II : LE RETOUR DU KGB?

Chapitre 1 : Les obstacles politiques à éliminer.

Chapitre 2 : Les moyens de la reconquête.

Chapitre 3 : Le KGB dépassé.

TITRE III : AU SECOURS DE « LA CITADELLE ASSIEGEE ».

Chapitre 1 : Les menaces internationales.

Chapitre 2 : Le retour de l'ours russe en Europe.

Chapitre 3 : Vers une nouvelle Guerre Froide?

Conclusion générale.

« *Ces hommes ont un cœur ardent , une tête froide et des mains propres* »

Felix Djerkinski, fondateur de la Tchéka.

Okhrana¹, Tchéka, OGPU, NKVD, KGB... Le renseignement a toujours tenu une place très particulière dans la société russe qui peut paraître suspecte pour nos yeux d'occidentaux. En effet le renseignement joue dans ce pays un rôle politique majeur depuis maintenant un siècle. Celui-ci a très souvent été considéré comme un des piliers fondateurs de la Russie avec l'armée et le pouvoir politique. De par son importante population et sa géographie vaste la Russie a toujours été un pays extrêmement difficile à diriger. L'existence d'un organe de renseignement puissant, sans concurrents, capable à la fois de contrôler les débordements de la société civile mais aussi d'agir sur la scène internationale semble donc être un pré-requis pour gouverner efficacement et ce, quelque soit le mode de gouvernement (régime tsariste ou soviétique). Sans un tel organe, l'État russe ne semble pas en mesure de contrôler son territoire et perd de sa puissance.

Les défenseurs de cette vision appellent à l'histoire de la Russie pour justifier cette thèse.

1 Abréviation de *Okhrannoye otdeleniye* que l'on peut traduire par « Section de sécurité »

L'histoire du renseignement en Russie.

Ce mémoire ne saurait faire l'économie d'un retour historique pour bien appréhender le rôle central et particulier du renseignement dans la société Russe .

Aux origines : l'Okhrana.

Bien avant la création de l'URSS la Russie disposait d'un service de renseignement puissant tourné aussi bien vers l'extérieur que vers l'intérieur : l'Okhrana. Créée par le Tsar en 1881 sa mission principale est alors de lutter contre les mouvances anarchistes dans l'Empire. En effet à cette date un attentat anarchiste cause la mort de l'empereur Alexandre II. Son successeur donne alors de larges prérogatives à cette nouvelle institution pour lui permettre d'effectuer sa tâche de manière efficace. Certains révolutionnaires voient dans l'Okhrana le prototype de la police politique moderne, notamment dans ses méthodes de fonctionnement. Ainsi selon Victor Serge, révolutionnaire et écrivain francophone du début du siècle, 35 000 noms de personnes travaillant pour l'Okhrana auraient été découverts dans ces bureaux¹. En outre il est courant d'irriguer la société civile d'agents infiltrés pour recueillir le renseignement, bref d'utiliser la méthode du noyautage. L'Okhrana même si elle fut créée par le Tsar sera en cela une véritable source d'inspiration pour les dirigeants des futurs organes de renseignements soviétiques.

La Tchéka, continuité de l'Okhrana?

« *Ces hommes ont un cœur ardent , une tête froide et des mains propres* » ainsi sont définis les Tchékistes par Félix Djerjinski fondateur de la Tchéka, police politique créée en 1917 dans le but de combattre les ennemis du tout nouveau régime bolchévique. Si on peut douter de la pertinence de la notion de « *mains propres* », aux vues des nombreuses exécutions orchestrées par ce service, on ne peut cependant pas remettre en question la volonté et le dévouement des hommes qui ont composé ce premier service de renseignement du régime soviétique. Pourtant une réelle continuité semble exister entre la Tchéka et l'Okhrana.

¹ Victor SERGE ,*Ce que tout révolutionnaire doit savoir sur la répression*, La découverte, collection petite collection maspero , 1970, p 12

Le nouveau régime se développe avec la peur perpétuelle (et entretenue) de la contre-révolution et doit donc s'affirmer au regard des puissances étrangères. Pour Lénine tout doit être entrepris pour que les forces de l'Ancien régime tsariste, soutenues par les puissances occidentales, ne parviennent pas à faire tomber la Révolution. C'est ainsi que les dirigeants de la Révolution de 1917 décident la création d'un nouvel organe, la Tchéka, pour combattre cette contre-révolution en instaurant la Terreur Rouge. Officiellement la Tchéka était chargée de contre-subversion et de contre-espionnage mais très rapidement ses prérogatives se sont étendues à la lutte contre les ennemis politiques du régime. Très vite il apparaît que les russes blancs ne sont plus les seuls visés. Les Mencheviks et les anarchistes doivent aussi être arrêtés.

Or un problème d'efficacité se pose. Les hommes de la Tchéka ne sont pas formés aux techniques du renseignement. Le nouveau régime ne disposant pas des hommes formés au renseignement décide alors d'utiliser les anciens agents de renseignement du régime tsariste qui ont une compétence certaine notamment dans la lutte contre les mouvements anarchistes. Ainsi de nombreux agents travaillant pour L'Okhrana se retrouvent désormais dans la Tchéka (certains auteurs vont même affirmer que Staline lui-même était un ancien agent de l'Okhrana¹). Les méthodes utilisées ne diffèrent donc pas. Menaces, répressions, exécutions massives sont alors monnaie courante. La peur de voir le régime s'effondrer par l'instigation de puissances étrangères mais aussi la volonté d'en finir avec la bourgeoisie en tant que classe justifie cette violence aux yeux des leaders de la Révolution.²

Nous retrouverons cette volonté indéfectible de lutter contre l'agent étranger au sein du régime tout au long du XXe siècle. En référence à cet organe, et pour illustrer leur mission toujours actuelle de contre-ingérence, de nombreux officiers des services de renseignements russes d'aujourd'hui s'appellent entre eux les Tchékistes.

1 Thèse défendue par R.BRACKMAN, *Staline: agent du Tsar*, édition de l'archipel, Paris 2003.

2« *Nous ne faisons pas la guerre contre des personnes en particulier. Nous exterminons la bourgeoisie comme classe. Ne cherchez pas, dans l'enquête, des documents et des preuves sur ce que l'accusé a fait en acte et en parole contre le pouvoir soviétique. La première question que vous devez lui poser c'est à quelle classe il appartient, quelle est son origine, son éducation, son instruction et sa profession. Ce sont ces questions qui doivent décider de son sort. Voilà la signification de la terreur rouge.* » Stéphane COURTOIS , *Le livre noir du communisme* , Robert Laffont , 2000, p.13.

Le temps des purges.

Cette peur de l'espion à la solde de l'étranger, ou de l'opposant politique, va trouver son point culminant dans les années trente. Staline, devenu désormais le chef ultime de l'URSS, va exploiter cette peur pour justifier sa politique de purge notamment au sein des services. L'objectif est d'éliminer ceux qui ne se montrent pas fidèle jusqu'à l'aveuglement. La Tcheka devenu OGPU depuis 1922 se réorganise et est intégrée au commissariat du peuple à l'Intérieur : le NKVD. Le but de cette réorganisation est de concentrer les pouvoirs des services dans les mains d'un seul homme : Staline.

Les purges touchent violemment les services de renseignements. Des tchékistes compétents ayant reçus de nombreuses récompenses sont fusillés à l'image d'Artouzov et Trilisser accusés d'espionnage aux profits des services britanniques. Artouzov ira même jusqu'à écrire une note au juge d'instruction avec son propre sang pour le convaincre de son innocence¹. La propagande stalinienne présente alors ces hommes comme des agents doubles et veut démontrer ainsi la pénétration des services étrangers au sein de l'URSS. Les purges sont alors présentées au peuple comme un mal nécessaire pour sauver l'union Soviétique.

Le renseignement est alors considérablement affaibli en URSS et, conjointement, c'est à cet époque que l'URSS est vulnérable sur la scène internationale. En effet ces purges vont avoir un effet dramatique en 1941. La plupart de agents compétents ayant été éliminés les services ne sont pas en mesure de prédire la politique d'Hitler et de sa future invasion de l'URSS. De plus, le peu de moyens qu'il restait aux services est tourné vers la suppression de l'opposant politique principale de Staline et de ses soutiens : Trotski. Celui ci est éliminé le 24 mai 1940 par un agent infiltré R.Mercader (20 ans plus tard l'assassin est récompensé par Brejnev). A la suite de ces purges le NKVD est réformé et transformé en MVD (ministère des affaires intérieures). La police politique et les organes de renseignements sont alors confiés à Beria, fidèle de la première heure, que Staline présente aux alliés comme « *notre Himmler* »². Sous Beria les purges et les exactions s'intensifient de manière brutale sans doute du à la psychologie instable du personnage.³

1 Andreï KOSOVOÏ, *Les services secrets russes : des Tsars à Poutine*, Tallandier, octobre 2000, p.72.

2 Simon SEBAG MONTEFIOR, *Staline: la cour du tsar rouge*, Editions des Syrtes, 2005, p. 512.

3 Vassili AXIONOV, *Une saga moscovite*, édition Gallimard,1995, Chapitre 3.

C'est à cette époque qu'émerge le sentiment qu'une Russie puissante ne peut aller de pair qu'avec un organe de renseignement fort. En effet l'empire Russe puissant en 1881 disposait de son organe fort (l'Okhrana). La jeune URSS quand à elle a su s'affirmer en 1919-1920 car elle avait à sa disposition la Tcheka qui fit régner l'ordre et, à contrario, lorsque les services sont affaiblis en 1936 par les purges, l'URSS est menacée par l'Allemagne nazie en 1940. Dès lors les hommes des services en sont persuadés : un renseignement fort rime avec une Russie puissante. Ce sentiment se retrouvera dès 1991 à la chute de l'URSS.

La toute puissance du KGB.

Il faut attendre la mort de Staline et de son homme fort Beria pour que soit décidée une refonte massive des services de renseignements. Khrouchtchev, alors premier secrétaire, devant les exactions commises par ces hommes au nom de Staline décide que les services auront désormais le statut d'un simple comité et non plus d'un ministère et seront soumis au conseil des ministres. Pour éviter qu'un seul homme ne contrôle ces outils puissants, ceux ci seront désormais dans les mains du Parti . Le MVD est dissous et un nouveau service voit le jour en 1954 : Le comité pour la sûreté de l'Etat ou KGB¹.

A l'image de son insigne² le KGB est pensé comme l'épée et le bouclier de l'URSS : L'épée pour écraser ses ennemis et le bouclier pour protéger la Révolution. A la différence des services occidentaux il est donc compétent en dehors et à l'intérieur des frontières de l'URSS. Ses fonctions sont donc multiples: espionnage extérieur, contre espionnage, liquidation, garde frontière, sécurité du parti et de ses membres... Certains experts énoncent que le KGB disposait de 1,5 Millions de collaborateurs alors que le gouvernement soviétique affirmait que ses services secrets comptaient environ 500 000 employés. Dans les deux cas la puissance de ce service est sans commune mesure avec ses rivaux à l'Ouest.

Ce comité, fort de ses nouvelles compétences et disposant de moyens colossaux, va très rapidement obtenir des succès majeurs dont le plus retentissant est sans doute celui des « *5 de Cambridge* ». Ayant recruté dès l'université des brillants étudiants anglais

1 En russe : Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti.

2 Voir annexe N°1

il réussit à infiltrer les plus haut lieux de pouvoir britanniques dont le MI-6¹. Le KGB a joué aussi un rôle majeur dans l'acquisition par l'URSS de la bombe atomique notamment en espionnant les hommes du projet Manhattan aux Etats Unis. Très redouté par les services à l'Ouest il a su tisser le plus important réseau international d'agents capable d'infiltrer n'importe quelle structure intellectuelle, politique, religieuse ou même sportive.

Cependant son pouvoir ne fut pas tourné uniquement vers l'ennemi à l'Ouest mais aussi vers la société civile russe. Perpétuant la tradition du noyautage hérité de l'Okhrana, Le KGB permit de contrôler, d'intimider ou encore de liquider les opposants au régime tel Andreï Sakharov. Il est incontestable que le KGB a, au cours de son existence, provoqué la mort de milliers de personnes considérés comme des « *ennemis du peuple* ». Il est en effet , très rapidement, et sous l'impulsion du Politburo, retombé dans les travers de ses prédécesseurs mais à un degrés supérieur du fait de ses prérogatives et moyens importants. Néanmoins il faut toujours avoir à l'esprit que de nombreux services de renseignement à l'époque fonctionnaient de manière identique (CIA au Nicaragua par exemple).

Si le KGB a pu obtenir un telle puissance c'est par la combinaison de trois facteurs : Il n'a pas de concurrents dans le domaine du renseignement, il a réussi à infiltrer la société civile de manière efficace en établissant un maillage complet du vaste territoire russe et, enfin, il est en capacité de lutter sur la scène international avec tous les services étrangers. L'addition de ces trois facteurs fait du KGB l'organe de renseignement sans doute le plus puissant de l'époque.

Nous ne rentrerons pas plus en détail dans les rouages du KGB et de ses « faits d'armes » tout au long de cette période (de nombreux ouvrages décrivent de manière très précise le fonctionnement de ce Léviathan ²). Néanmoins il convient de s'arrêter sur la personnalité d'un de ses directeurs qui marque encore aujourd'hui les dirigeants de la Russie.

1 Ecouter à ce sujet l'émission de France Inter de Patrick PESNOT , *rendez vous avec Monsieur X*, du 16 juin 2007

2 Notamment l'ouvrage de Thierry WOLTON , *Le KGB en France*, Grasset, 1986

Andropov : l'homme fort de la Lubianka¹.

S'il est un homme qui a marqué (et marque encore) les services de renseignement en Russie c'est sans doute Iouri Andropov. L'homme a en effet été directeur du KGB durant 15 ans (1967-1982) avant de devenir premier secrétaire du Parti et donc de diriger l'URSS pendant 2 ans (il meurt en 1984). Dès son arrivée il relance de manière énergique la répression contre les dissidents en créant notamment la fameuse cinquième direction du KGB spécialisée dans la répression politique. En outre de nombreux opposants sont envoyés dans des hôpitaux psychiatriques. Cette volonté de fer semble trouver son origine dans la période où il fut ambassadeur d'URSS en Hongrie au cours des événements de 1956 où il pu voir de sa fenêtre des lynchages d'officiers de services de renseignement par les Hongrois.²

Cependant ce n'est pas en raison ces persécutions qu'il est un modèle pour de nombreux russes aujourd'hui (dont Vladimir Poutine), mais plutôt pour son action au Politburo. Il y entre en 1973 et décide alors de mener une politique ferme contre la corruption dans l'entourage de Brejnev en mettant fin notamment au « *scandale du caviar* » où des hauts responsables s'enrichissaient frauduleusement avec le trafic de cette denrée. Ses partisans n'hésitent pas à le décrire comme un économiste de génie et adepte de la transparence. Il décide notamment à la fin des années 1970 de calculer le PIB de l'URSS selon les critères occidentaux et réussit à montrer un réel déclin de l'économie soviétique susceptible d'être dépassée par l'Allemagne de l'Ouest si rien n'est entrepris. Par ses analyses économiques et sa politique anti-corruption il bénéficie du soutien du complexe militaro-industrielle et de l'armée et se fait élire au poste suprême de l'Union soviétique.

Il convient cependant de relativiser ce portrait quasi idyllique . En effet Andropov et ses héritiers ne sont pas des libéraux politiques. S'ils considèrent uniquement que l'économie doit être libéralisée, le parti se doit de garder le contrôle politique. En réalité il souhaite, ainsi que ses successeurs, s'inspirer et copier le système chinois qui, à leurs yeux, est le plus efficace. Enfin il est incontestable que son parcours économique est

1 La Lubianka est l'immeuble hébergeant Les services secrets russes depuis 1917 situé à Moscou. On utilise ce terme de manière générale pour désigner les services.

2 Andreï SOLDATOV et Irina BOROĞAN, *Les Héritiers du KGB: enquête sur les nouveaux Boyards*, collection les moutons noirs, François Bourin éditeur, octobre 2011, p.133.

utilisé par les services actuels pour démontrer que les hommes des services secrets sont des économistes compétents et donc en mesure de gouverner un pays , mieux que des oligarques ou que des hommes politiques.

Cet homme reste un exemple pour tous les Tchékistes d'aujourd'hui et sa légende est entretenue par les nouveaux services pour justifier les actions passées et présentes des services , comme nous le verrons plus loin dans ce mémoire.

Le complot de 1991.

Le KGB, bien que tout puissant, n'a pas réussi à anticiper la chute de L'URSS. Pire, ce sentiment de puissance semble avoir aveuglés des officiers supérieurs du KGB à la fin de l'URSS. En effet le KGB fut compromis lorsque son directeur utilisa les ressources internes du KGB pour aider la tentative du putsch de Moscou afin de renverser M.Gorbatchev¹.

Cependant, de nombreuses questions restent posées sur la participation du KGB, censé défendre la maison soviétique, à ce putsch. Certains auteurs² prétendent que Gorbatchev lui même était informé de longue date de ce putsch, voir qu'il en était l'instigateur. Il aurait demandé aux services d'y participer et de le faire échouer de manière volontaire. En effet, une fois le putsch avorté, Gorbatchev aurait pu apparaître comme le sauveur de la Russie. Le Monde l'aurait alors perçu comme un rempart contre les éléments les plus radicaux du régime. Ces écrits s'appuient principalement sur la conduite d'un homme :Anatoli Loukianov président du Soviet Suprême qui aurait du légaliser le coup d'Etat mais qui ne l'a pas fait alors qu'il était perçu comme l'idéologue du putsch. Or lui et Gorbatchev sont des amis de longues date. Cette conduite n'aurait alors qu'une seule explication : le putsch devait échouer.

Quoi qu'il en soit ce plan semble avoir été éventé par Boris Elstine qui est venu jouer le trouble fête en apparaissant à la place de Gorbatchev comme le sauveur de la Russie. A la suite de sa prise de pouvoir il décida très rapidement de réformer en profondeur les services de renseignement de l'ex-URSS pour les punir d'avoir participé à

1 A ce sujet notons le documentaire d'Itaru HASEWAGA , *e Putsch de Moscou*, en 2006 et diffusé sur Arte le 19 aout 2009

2 Dont Thierry WOLTON, *Le KGB au pouvoir, le système Poutine*, Folio documents, janvier 2009, pp. 63-66.

ce pseudo putsch. Le KGB est dissous et de nouvelles instances apparaissent. La volonté d'Elstine est alors d'occidentaliser et de démocratiser le renseignement en Russie.

L'Etat du renseignement et de la Russie en 1991.

Après la chute de l'URSS Boris Elstine se retrouve à la tête de la Fédération de Russie. Il entreprend alors de remettre de l'ordre dans les institutions et notamment dans le milieu du renseignement. Une action semble à cet effet symptomatique de cette volonté de changement. Il s'agit du déboulonnage de la statue de Félix Djerjinski situé en face des locaux du KGB : la Lubienka. Plus qu'une simple vengeance cet acte est véritablement symbolique et marque le refus par le gouvernement de retomber dans les dérives passées. Alors que le renseignement était perçu (par l'intermédiaire du KGB) comme le troisième pilier du pouvoir soviétique (avec l'armée et le Parti), Boris Elstine va entreprendre de mettre fin à ce pouvoir politique et réformer en profondeur le système de renseignement. Ses buts sont alors clairement définis et vont de pair avec la libéralisation qu'il entreprend au sein de la société russe. Il s'agit dès lors d'organiser la fin définitive de l'organe unique et affaiblir ainsi le rôle politique du renseignement en Russie. Le KGB est officiellement dissous le 4 décembre 1991.

Avec la chute de l'URSS la Russie entre dans une période troublée de son Histoire. L'ouverture à l'économie de marché sans aucun contrôle aboutit à une véritable anarchie où les plus opportunistes arrivent à créer de véritables fortunes. C'est la Russie des oligarques et des mafias qui apparaît.¹ La puissance de la fédération de Russie périclité et elle n'est plus en mesure de s'affirmer sur la scène internationale.

C'est à partir de cette époque troublée que nous commencerons notre analyse des services de renseignement de la fédération de Russie.

¹ A ce sujet voir l'ouvrage très complet d'Hélène BLANC et Renata LESNIK « *le mal Russe. Du chaos à l'espoir* » aux éditions l'Archipel, 2000.

Méthode de recherche

L'analyse d'organisations réputées pour leurs secrets n'est pas chose aisée. En effet plusieurs obstacles sont à signaler. La littérature sur le sujet demeure faible, la plupart des ouvrages étudiant la Russie et ses services secrets sont axés sur la période soviétique. De plus les journalistes français spécialisés sur la Russie ne sont pas des spécialistes du monde du renseignement. Cependant deux ou trois ouvrages récents extrêmement fournis ont permis de structurer ce mémoire de manière efficace.

A cela il faut ajouter qu'il est très difficile de rencontrer des professionnels. Preuve en est de la réponse d'un fonctionnaire de la DCRI (renseignement intérieur français) lors d'une conférence à l'IPAG de Paris en avril 2012 « *Monsieur , sur ce sujet, vous êtes seul. »*

Néanmoins Internet reste une source très importante pour peu qu'elle soit utilisée avec précaution.

C'est donc avec ces sources que mémoire envisage l'étude des services de renseignement russes.

Qui sont les Tchékistes?

Pour de nombreux russes, la volonté des dirigeants en 1991 de diminuer la puissance du renseignement en Russie est un non sens. Certains citoyens russes considèrent que sans un organe de renseignement fort , la Russie est faible. Ces hommes ont vécu la chute de l'URSS comme « *la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier* »¹. Selon eux si la Russie était puissante en 1881, 1920 et 1956 c'est notamment du au fait qu'elle disposait d'un service de renseignement puissant et crédible la protégeant des intrusions étrangères mais aussi d'elle même (troubles internes). Ce pilier fondamental (avec l'armée et le pouvoir politique) ne saurait donc être affaibli car dès lors c'est toute la Russie qui est affaiblie.

1 Vladimir Poutine, discours à la nation, Avril 2005.

Les défenseurs de cette visions ont plusieurs noms. Certains les nomment *Siloviki* : les hommes en uniformes, d'autres encore par le simple nom de Tchékistes¹. Il s'agit en réalité pour la plupart d'ancien agent du KGB ou des services de renseignements qui ont vécu comme un choc la chute de l'URSS et la perte de puissance de la Russie qui en a découlé. Profondément attachés à leur pays ils vont tout faire pour que celle-ci revienne sur la scène internationale. Pour eux, l'objectif est clair : une Russie forte ne peut se réaliser qu'avec un service de renseignement puissant. Aux vues de l'Etat du renseignement et de la Russie en 1991 l'objectif semble complexe.

Enjeux du mémoire.

Ce mémoire va s'attacher à démontrer par quels moyens les Tchékistes vont entreprendre de redonner au renseignement sa puissance d'antan et par la même participer au renouveau de la puissance Russe.

S'inspirant de ce qui a fait la force du KGB en son temps les Tchékiste considèrent que l'instauration d'un service de renseignement puissant passe par la réalisation de 3 objectifs : l'élimination de la concurrence au sein du renseignement, le contrôle de la société civile russe et l'affirmation sur la scène internationale.

Concernant le premier objectif il faut souligner que dans un soucis d'occidentalisation et de démocratisation du renseignement Boris Elstine décide de le réformer en profondeur en mettant fin au service unique du KGB et en instaurant une concurrence entre les tous nouveaux organes créés pour le remplacer. Durant les décennies suivantes, les tchékistes, vont tout faire pour qu'un service prenne l'ascendant sur tous les autres. Ils vont alors entreprendre de saboter consciencieusement la réforme de Boris Elstine. La question est alors de savoir si ce sabotage va permettre le retour à l'organe unique en matière de renseignement? **(Titre 1)**

Concernant le second objectif, si l'échec de la réforme mettant fin à l'organe unique semble être une réussite pour les Tchékistes il n'en demeure pas moins que les nouveaux services restent soumis à de nombreux contre-pouvoirs au sein de la société civile. Ces derniers (à l'image des oligarques) empêchent les services de se déployer pleinement et

¹ Nous les appellerons Tchékistes tout au long de ce mémoire.

de retrouver un rôle politique déterminant. Dès lors, les Tchékistes vont entreprendre une réelle politique de reconquête du pouvoir en infiltrant toutes les couches de la société russe. En cela, le nouveau service ne fait que s'inscrire dans la continuité de ses prédécesseur à tel point que l'on peut parler aujourd'hui d'un nouveau KGB. Cette politique de pénétration aboutira *in fine* à l'élection de l'un des leurs au poste suprême de président de la Fédération de Russie : Vladimir Poutine. En cela ils assurent définitivement leur contrôle sur la Fédération de Russie. C'est donc une nouveauté par rapport à ses prédécesseurs : Les piliers du pouvoir politique et du renseignement sont fusionnés. Mais cette nouveauté ne pervertit-elle pas les organes eux même? **(Titre II)**

En dernière partie cette étude se tournera vers la scène internationale. Ayant atteints leurs buts en interne et avec Vladimir Poutine au pouvoir les services vont alors entreprendre de réaliser leur dernier objectif: reconquérir leur puissance sur la scène internationale. A ce stade il faut ici se prémunir de notre vision occidentale qui risquerait d'altérer notre jugement. Se sentant encerclé par les puissance occidentales qui, depuis la fin de la guerre froide, disposent d'une réelle avance en matière de renseignement, les services vont tout mettre en œuvre pour retrouver le rang qui était le leur sous le règne du KGB. N'étant plus dans une société où la guerre inter-étatique est une affaire courante, l'affirmation sur la scène internationale se fait par des moyens détournés. Le renseignement va donc être l'outil de choix permettant à la Russie de retrouver sa place. Intransigeant dans le Caucase ou en Europe de l'Est le renseignement russe n'hésite plus non plus à faire face aux Etats-Unis dans de nombreux domaines et ce de manière souvent agressive. Ce retour de la puissance Russe par l'intermédiaire de ses services fait notamment dire à Ahmet Davutoglu, ministre turc des affaires étrangère, que « *la logique de guerre froide persistait*¹ » **(Titre III)**

¹ Dans *Syrie : le veto sino-russe à l'ONU est-il le signe d'une nouvelle guerre froide?* , article Radio France international du 5 février 2012.

Titre I : L'impossible réforme.

En 1991 Boris Elstine décide la dissolution du KGB, celui-ci ayant pris part de manière active au complot . S'inspirant des services occidentaux il envisage de confier le renseignement à plusieurs organes distincts. Pour le président de la Fédération de Russie la multiplication des services va permettre une saine concurrence entre eux et soumettre définitivement le renseignement au politique (en application de l'adage « *diviser pour mieux régner* »). Boris Elstine veut prioritairement empêcher le retour à un « Léviathan » tel le KGB.

Deux entités majeures sont alors créées se partageant le renseignement intérieur et extérieur (**Chapitre 1**). Ces deux entités sont en outre secondées par des organes plus techniques et spécifiques à l'image du renseignement militaire (**Chapitre 2**).

Cependant les Tchékistes s'activent dans l'ombre pour faire échouer dans les faits cette réforme. Avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir il apparaît clairement qu'un organe prend l'ascendant sur tous les autres en matière de renseignement : le FSB. Cette hégémonie semble enterrer définitivement les réformes de 1991. La question est alors de savoir ici comment le FSB est parvenu dans les faits à éliminer ses concurrents. (**Chapitre 3**).

Chapitre 1 : La division du renseignement en deux organes majeurs.

La volonté de mettre fin à l'organe unique en matière de renseignement est clairement affichée par Boris Elstine à la fin du XXème siècle. Celui ci dissout le KGB et décide la création de deux organes aux fonctions juridiquement bien distinctes: Le FSB compétent à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie (**A**) et le SVR compétent pour la collecte et le traitement du renseignement à l'étranger (**B**)

A. Le FSB acteur incontournable à l'intérieur des frontières.

Le service fédéral de la sécurité de la Fédération de Russie (FSB)¹ est donc le successeur principal du KGB dissout en 1991. Sa naissance n'a lieu qu'en 1995 en remplacement d'un organe : le service fédéral de contre-espionnage (FSK) mais qui, du fait de nombreux scandales et de son inefficacité (notamment son incapacité à prévenir la montée des nationalismes en 1993²) fut rapidement dissout. Le FSB est donc créé le 3 avril 1995 par une loi fédérale signée par Boris Elstine³. Ses prérogatives et sa structure sont alors clairement établis. Il est directement dirigé par le gouvernement de la Fédération de Russie (article 1er).

Un statut juridique à priori protecteur pour le citoyen.

Très tôt Boris Elstine a voulu éviter que les services de renseignements ne retombent dans les dérives soviétiques. Il fait inscrire dans leurs statuts le respect de certains principes notamment le principe de légalité et d'humanité (article 5) . Le FSB doit juridiquement respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales. Enfin pour éviter de revivre le complot de 1991 il est indiqué que toute activité de conspiration contre l'État est interdite.

1 Pouvant être retranscrit en : *Federalnaïa sloujba bezopasnosti Rossiyskoï Federatsii*.

2 En 1993, face à un Parlement qui exige sa démission et dix jours d'émeutes meurtrières dans les rues de Moscou, Boris Elstine décide de régler le problème par la force. Le parlement est assiégé et finalement envahit par l'armée.

3 Le site internet du FSB n'étant pas traduit en anglais il est possible cependant de retrouver la loi en question en anglais sur le site www.fas.org/irp/world/russia/docs/laws

Le président de l'époque a la volonté de rendre transparent et démocratique des institutions qui ne l'étaient pas à la base. Pour cela l'article 6 sur le respect des droits fondamentaux est extrêmement détaillé et protecteur. Il ouvre notamment des voies de recours pour les citoyens. Une personne, persuadée que le FSB a violé ses obligations, est en droit de saisir le bureau du procureur ou une Cour pour faire cesser cette violation. Il est en outre possible à tout individu de demander la réparation de dommages survenant à la suite d'une action du FSB. Enfin une information détenue par le FSB sur la vie privée d'un individu, sans rapport avec les missions du service, ne peut être détenue sans l'autorisation expresse de la personne.

Des missions clairement établies juridiquement.

Selon ses statuts initiaux le FSB est donc en charge du contre-espionnage mais aussi de la lutte contre le crime (article 8). Il est considéré comme un service « défensif ». Preuve en est de l'insigne du FSB reprenant quasi à l'identique celui du KGB mais en inversant l'épée et le bouclier¹. En matière de contre-espionnage le FSB semble aussi efficace que le KGB. Le directeur du FSB déclarait à ce sujet en 1996 « *il n'y a jamais eu autant d'espions arrêtés par nous depuis la fin de la seconde guerre mondiale où des agents allemands étaient envoyés* ». A ce sujet le FSB rapporte qu'environ 400 agents étrangers ont été démasqués entre 1995 et 1996.²

En matière de lutte contre la criminalité organisée le FSB coopère bien entendu avec Interpol en fournissant des informations sur des grands groupes criminels russes en Europe³. Cependant cette mission ne semble pas une de ses priorités en raison des liens étroits entre la mafia et les services de renseignements.

Enfin il faut noter que depuis l'arrivée de Vladimir Poutine le FSB est en charge de la lutte anti-terroriste mais aussi de la surveillance des frontières et des télécommunications. Nous analyserons les conséquences de l'étendue de ses prérogatives dans une partie spécifique.

1 Voir annexe 1.

2 Selon un article du Washington Post, *In Russia, A Secretive Force Widens* de 2006 et que l'on peut retrouver sur le site Internet www.washingtonpost.com

3 Interpol a d'ailleurs un bureau à Moscou : the Interpol national central bureau for Russia (www.interpol.int)

Pouvoirs et moyens.

Le FSB depuis 2003 est composé de huit services et de deux directorats. Parmi les services nous pouvons citer les plus importants : le service de contre-espionnage, le service de la protection du système constitutionnel et de la lutte anti-terroriste, ou encore le service des frontières¹.

le FSB dispose d'un important réseau d'informateurs civils et d'officiers de renseignement. Cependant le nombre d'employés du FSB reste un mystère. On peut néanmoins affirmer de manière certaine que ce nombre est en constante augmentation du fait de la recrudescence des actes terroristes sur le sol de la Fédération de Russie.

Quand à ses pouvoirs, l'article 13 des statuts du FSB les décrit en détail. Citons entre autres, la capacité d'infiltrer des réseaux étrangers suspectés d'espionnage envers la Fédération de Russie mais aussi les capacités d'investigation dans des enquêtes criminelles. Les agents du FSB peuvent en outre pénétrer dans les résidences des citoyens russes si la cause est justifiée par des motifs de lutte contre le terrorisme. On le constate ses pouvoirs sont exorbitants. Il est nécessaire cependant de rappeler que les services aux États-Unis disposent de pouvoir similaire grâce au Patriot Act². Si les citoyens disposent de voies de recours en cas d'abus de pouvoir, le problème se pose quand les juridictions ou les organes censés contrôler ces services sont eux même infiltrés par le FSB. La tentation est grande pour le gouvernement russe d'utiliser ces pouvoirs (en les justifiant par la lutte anti-terroriste) pour contrôler sa population et notamment les opposants politiques.

Le FSB est donc le service qui, en nombre de collaborateurs ou de fonctionnaires, mais aussi par rapport à son budget, est le plus important dans la nouvelle Fédération de Russie. Pourtant la volonté de Boris Elstine dans les années 90 est de le charger uniquement des questions internes. Il refuse de le voir s'occuper de questions portant sur l'espionnage à l'étranger. Ses limites semblent donc à priori établies.

1 La structure complète et détaillée du FSB peut se trouver sur le site www.agentura.ru à la rubrique « dossier ».

2 Célèbre Loi anti-terroriste prise à la suite des attentats du 11 septembre et qui a pour particularité de restreindre de manière importante les libertés.

B. Le SVR pour le renseignement à l'étranger.

S'il existe un service qui a su s'inscrire dans la continuité de son prédécesseur c'est le SVR (Service des Renseignements extérieurs de la Fédération de Russie). Successeur de la première direction du KGB (PGU)¹ le SVR y a récupéré archives, informateurs et structures. Cela fut notamment possible du fait que le PGU a été tenu relativement à l'écart du putsch de 1991. A la dissolution de l'URSS le SVR devient donc un organe indépendant et autonome.

Une différence fonctionnelle avec le FSB

Le SVR a été pensé comme un organe étatique dépendant directement du Président de la Fédération de Russie (et non du premier ministre). La loi entérinant sa création énonce que le SVR a pour but de recueillir et de traiter les informations venant de l'étranger et affectant les intérêts vitaux de la Fédération de Russie.

À la différence des services occidentaux la distinction entre le FSB et le SVR n'est pas géographique mais plutôt fonctionnelle. Le SVR peut aussi agir sur le territoire de la Fédération de Russie mais à la différence du FSB, le SVR est un service subversif d'espionnage. En clair alors que le FSB est souvent cantonné à un rôle purement défensif le SVR joue le rôle d'attaquant pour le compte de la Fédération de Russie. Ses prérogatives lui permettent d'infiltrer les pays étrangers pour acquérir des informations précieuses . Dans ce but il peut approcher des étrangers sur le territoire même de la Russie (ambassades, consulats...).

La structure particulière du SVR à l'étranger.

Le SVR est implanté à l'étranger de deux façons, légale et illégale.

Dans le premier cas il s'agit prioritairement des ambassades ou consulats de la Fédération de Russie car selon le vieille adage de l'URSS « *un diplomate est avant tout*

¹ Le livre de Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, éditions Lavauzelle, Panazol 2008, pp 418-436; offre une étude approfondie de la structure du KGB.

un espion ». L'intérêt principal de ces antennes légales est qu'elles permettent de disposer de l'immunité diplomatique et de la fameuse valise diplomatique très convoitée en matière de renseignement. Le principal défaut de ces antennes en revanche c'est qu'elles sont étroitement surveillées par les autorités locales. Les antennes illégales sont, la plupart du temps, temporaires et ne servent que pour une mission bien précise et clandestine. Elles n'ont généralement aucuns contacts avec les représentations officielles diplomatiques russes.

Il faut noter que depuis 1991 le SVR possède des représentations ouvertes à l'étranger notamment aux États-Unis pour permettre une meilleure coordination en matière de lutte contre le terrorisme. Par exemple, si le SVR et la CIA ont coopéré de manière sporadique mais de manière approfondie¹. Ces représentations permettent aux services d'avoir accès aux fichiers internationaux d'Interpol. Ces fichiers peuvent donc être facilement utilisés par les services à d'autres fins que la lutte contre le terrorisme (lutte contre les dissidents politiques par exemple).

Un recrutement en évolution.

A la différence du FSB le SVR cherche à disposer d'agents adaptables et ayant une formation universitaire assez poussée. A cet effet il fut décidé la création d'une Académie du Renseignement ayant pour but de former les futurs agents. Le SVR recrute principalement des jeunes hommes entre 22 et 35 ans ayant un diplôme universitaire, parlant plusieurs langues étrangères et en bonne santé. Une fois recrutés ceux ci devront abandonner toutes leurs opinions politiques et religieuses qui n'ont pas la place dans les services. Une fois à l'académie la formation s'appuie sur de nombreux domaines tels la philosophie, la sociologie mais aussi le maniement d'armes².

De nombreux étudiants ont tendance à préférer cette voie à un travail dans une multinationale pour plusieurs raisons. La formation est d'un très bon niveau, le travail est gratifiant et très souvent situé à l'étranger. Il permet en outre d'avoir accès à des niveaux de la société auxquels même les plus riches n'ont pas accès. Enfin il donne très souvent

1 Selon un article du Moscow Times, *SVR gave CIA ears in north Korea*, 21 janvier 2003. On y apprend que le SVR aurait placé des détecteurs d'équipement nucléaire en Corée du Nord pour aider la CIA à empêcher ce pays de disposer de l'arme atomique (www.themoscowtimes.com)

2 Dans un rapport du Conflict Studies Research Centre de mars 2000 par Gordon BENNET, *The SVR Russia's intelligence service*, pp. 14-15.

l'immunité diplomatique.

Si cette académie a pu voir le jour c'est notamment grâce à l'influence du premier directeur du SVR sur Boris Elstine: Primakov.

Primakov, L'homme fort du SVR.

Si le SVR a pu, au cours des années Elstine, se faire respecter et s'imposer comme un organe majeur dans le renseignement de la Fédération de Russie c'est essentiellement dû à l'action de son premier directeur : Yevgeniy Primakov.

Ayant passé de nombreuses années au Proche Orient il est devenu un des experts les plus réputés de la Fédération de Russie. Avant sa nomination il su tisser de nombreux contacts dans le milieu du renseignement. Il rencontra notamment Sadam Hussein quelques semaines avant la première guerre d'Irak pour tenter de le convaincre de renoncer à l'invasion du Koweït. C'est donc tout naturellement que Boris Elstine décida, dès son élection, de faire de Primakov le directeur du SVR.

Il fut un atout majeur pour le développement du SVR face à ses concurrents. Il convient de citer un rapport du « *Conflict Studies Research Centre* » de mars 2000 sur le SVR qui rappelle que la nomination de Primakov a été une des meilleures choses qui soit arrivé au SVR.

C'est un homme qui connaît tous les rouages de la bureaucratie russe et sait actionner les bons « leviers »¹. Le SVR, face au développement, des autres services a donc très rapidement pu s'affirmer comme un acteur majeur du renseignement russe.

Mais Primakov fut aussi un atout pour légitimer le SVR aux yeux de la population. Il réussit à faire oublier à la société civile le passé KGBiste de son institution. Il encouragea à cet effet les officiers du SVR à accepter des interviews de journalistes et ouvrit au SVR

¹ « *The nomination of Primakov was the next best thing the service could expect. He was highly experienced in bureaucratic combat and manipulation at every level and was a foreign affairs specialist* » Selon un rapport de Gordon BENNET, *The SVR Russia's intelligence service*, publié par le Conflict Studies Research centre en mars 2000. Le Conflict Studies Research Centre est un centre d'analyse travaillant au sein de l'académie de Défense du Royaume-Uni basé à Shrivenham.

un service de Presse. Il insista constamment pour que l'agence n'intervienne pas dans les affaires internes de la Russie. Primakov réussit donc très rapidement à blanchir le SVR. Boris Elstine utilisa très souvent l'action de Primakov pour tirer un bilan positif de sa réforme des services de renseignements et pour montrer au monde que les services de la Fédération de Russie sont désormais plus démocratiques et plus transparents.

Ces deux acteurs majeurs se partagent donc le renseignement de la Fédération de Russie depuis 1991. Cependant il faut noter l'existence de quelques organes périphériques. Ils ne sont certes pas aussi puissant que le SVR et le FSB mais, du fait de leurs compétences techniques, ont réussi à trouver leur place dans le paysage du renseignement Russe.

Chapitre 2 : La persistance d'organes techniques.

Une études des services de renseignements de la Fédération de Russie ne saurait être complète sans évoquer les organes gravitant autour des deux services majeurs précités. Si certes ces organes ne sont pas de l'ampleur du FSB ou du SVR leur spécificité et leur technicité méritent que l'on s'y attarde un peu plus longuement. D'un côté, le renseignement militaire (GRU) déjà présent sous l'URSS semble a priori préservé des réformes tout en restant indépendant **(A)**. De l'autre, la FAPSI et le FPS auront, quand à eux, connus une existence très courte **(B)**.

A. L'inamovible GRU.

Si la réforme des services de renseignements de la Fédération de Russie entraîna la dissolution du KGB et la création des deux organes majeurs (FSB et SVR) elle n'eut cependant pas raison du renseignement militaire et de son organe , le GRU. Comment, dès lors, expliquer une telle permanence?

Une histoire ancienne.

Contrairement au FSB, le GRU est un organe ancien qui a su survivre à la chute du communisme. Dès 1918 Trotsky propose la création d'un organe, dans le giron l'Armée Rouge, ayant pour but de concurrencer la Tchéka dont les agissements avaient un effet dévastateur sur le moral des soldats. Selon lui ce renseignement militaire devait dépendre d'un organe distinct, échappant ainsi à la toute puissance et au contrôle des services de contre-espionnage . Cette vision d'un organe distinct a perduré tout au long du Xxeme siècle. Connue à l'époque sous le nom de « *Registrupravelenie* » cet organe deviendra en 1948 le GRU: La Direction principale du Renseignement.

Attributions et spécificités.

Le GRU est donc en charge du renseignement militaire. Nous pouvons le comparer

à la Direction du renseignement militaire en France. Il dispose d'environ 12 000 collaborateurs en 1996¹ ce qui est relativement faible comparé aux effectifs du FSB. Comment expliquer alors qu'il n'ait pas été dissous en 1991 mais aussi qu'il n'ait pas été absorbé par le FSB?

Sa non dissolution en 1991 s'explique principalement par le fait qu'il a toujours su rester à l'écart des luttes politiques, tout comme l'Armée rouge. L'URSS fonctionnait grâce à 3 piliers de pouvoir : l'Armée, le Parti, le KGB. Le KGB comme nous l'avons déjà dit a souvent oscillé entre politique et sécurité pour finalement se compromettre en 1991. Rien de tel pour l'armée et le GRU qui sont restés le pilier neutre du pouvoir. L'armée russe est restée neutre dans ses choix et finalement le GRU apparaît comme un organe très technique ne jouant pas de rôle politique².

Même si il n'a pas été dissous on aurait pu penser, aux vues de ses moyens limités , qu'il allait être absorbé par le FSB. Il n'en est rien. Ce paradoxe peut s'expliquer par son mode de fonctionnement et ses succès récents qui ont impressionné Vladimir Poutine. En effet le GRU posséderait dans certaines régions du globe plus de sources que le SVR (dans le Caucase notamment). En outre il dispose d'une cellule d'alerte et d'anticipation des crises très efficace³ ce qui lui a permis dans les conflits récents d'être particulièrement réactif. A ce sujet Vladimir Poutine a rendu hommage aux officiers du GRU en 2001 pour leurs actions en Tchétchénie preuve d'un véritable retour en grâce.

Le GRU par sa technicité et sa neutralité a donc réussi à s'imposer entre les deux « grands » que sont le SVR et le FSB.

Moyens et fonctionnement.

Le GRU dispose de nombreux officiers traitants et d'attachés militaires placés dans les ambassades de la Fédération de Russie. Ceux ci ont pour mission de détecter en amont les menaces visant la Fédération. Les officiers se spécialisent dans l'étude des

1 Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, collection Renseignement histoire et géopolitique, éditions Lavauzelle, Décembre 2002, p 318.

2 Selon un interview de Jacques BAUD dans le journal le Monde, *Comment travaillent les services secrets russes?*, du 5 décembre 2006 et que l'on peut retrouver sur le site du monde.fr.

3 Selon un article de Nicolas KALIKA, *Russie l'héritage soviétique au coeur de l'Etat*, paru dans la revue Question internationales N°35, janvier-février 2009,p 73.

ordres de batailles des armées adverses et de leurs manœuvres. En effet chaque mouvement d'armée peut masquer une opération plus importante. C'est un travail laborieux qui aboutit à accumulation de dossiers mais cela permet de déceler des éléments que les autres services ne verraient pas et de recruter des sources efficaces. Ce fut le cas pendant le conflit en Géorgie où le Général commandant le GRU, Valentin Korabelnikov aurait demandé à ses officiers tous les renseignements utiles permettant de déceler les intentions géorgiennes¹.

Mais le GRU dispose aussi d'éléments d'interventions : Les spetsnaz (forces spéciales). Souvent considérées comme les troupes les plus expérimentées, ces forces spéciales du GRU ont notamment pris part aux combats en Afghanistan mais aussi en Tchétchénie. Le GRU par l'intermédiaire de ses forces spéciales s'est fait connaître pour ses nombreux assassinats d'activistes tchétchènes. Plus récemment les spetsnaz du GRU se sont réorientés dans la lutte anti-terroriste. Cependant, il est à noter que depuis la montée en puissance du FSB d'autres spetsnaz sont apparus ne dépendant plus du GRU mais du FSB dans le but de concurrencer le renseignement militaire.

Une indépendance remise en question?

En 2007 le nouveau ministre de la Défense de la Fédération de Russie, Anatoliy Serdyukov lance un vaste programme de réformes visant l'armée. Son but est de la moderniser et de la réduire en effectifs pour la rendre plus performante (à l'image des armées occidentales). Il décide de mettre fin au modèle prévalant lors de la Guerre froide et basé sur des quantités massives de troupes. De nombreux généraux se montrèrent très critiques envers cette politique. Parmi eux, le général Korabelnikov, le chef du GRU depuis 1997. Face à cette hostilité, le gouvernement décide sa retraite anticipée et le limoge². Il semble que ce fut réellement un choc pour le GRU. Korabelnikov était en effet une icône du renseignement militaire et a toujours combattu vigoureusement pour l'indépendance de son institution.

1 Nicolas KALIKA, *Russie l'héritage soviétique au coeur de l'Etat*, paru dans la revue Question internationales N°35, janvier-février 2009, p 73.

2 Selon un article de France 24, *Dimitri Medvedev limoge le chef du renseignement militaire*, le 24 avril 2009, disponible sur le site www.france24.com

Avec son départ il y a fort à parier que les autres institutions (SVR ou FSB) vont tenter de reprendre le contrôle du GRU. La crise en Géorgie semble prouver cette volonté des autres services d'absorber le GRU. Le SVR a lancé par exemple l'idée de se voir transférer les compétences du GRU en matière de reconnaissance spatiale (qui est une des compétences majeure du GRU). L'avenir du GRU est donc entre les mains du successeur de Korabelnikov nommé en 2009, le lieutenant général Shlyakhturov. Contrairement à son prédécesseur, il n'est pas un soldat mais travaillait dans le renseignement stratégique. C'est un réaliste et un homme de consensus. Selon certains spécialistes il ne semble pas pour autant prêt à plier face aux autres structures et semble lui aussi vouloir défendre les intérêts propres du GRU¹.

Bien que n'ayant pas les moyens colossaux du FSB, le GRU semble relativement indépendant grâce notamment aux fortes personnalités de ses dirigeants mais également son rôle finalement très technique. N'ayant pas de visées politiques il est « toléré » par le FSB. Il n'est cependant pas à l'abri de réelles pressions en témoigne l'éviction de Korabelnikov.

B. Les courtes existences de la FAPSI et du FPS .

Aux côtés du FSB et du SVR furent créées dans les années 1992-1993 deux organes que sont la FAPSI et le FPS. Il s'agit ici de s'intéresser à leurs prérogatives en matière de renseignement mais aussi de poser la question de leur autonomie.

La création de la FAPSI.

C'est en 1993 qu'un décret présidentiel annonce la création d'une nouvelle agence nommée FAPSI². Celle-ci est dès sa naissance perçue comme la concurrente de la National Security Agency (NSA) des États-Unis dans le domaine du renseignement radio-électronique. La FAPSI est juridiquement compétente pour intervenir sur le territoire de la Russie mais aussi à l'étranger.

1 Notamment dans une analyse du Think-Tank Oxford Analytica en date du 29 avril 2009 , *RUSSIA : GRU chief's dismissal opens door to reform*, disponible sur le site www.oxan.com

2 Service fédéral d'information et de communication gouvernemental.

La FAPSI est donc compétente sur deux sujets majeurs : Le renseignement électronique et la sécurité des communications russes.

En matière de renseignement électronique la FAPSI dispose de technologies de pointe et partage avec le GRU la maîtrise des satellites. A ce sujet il faut noter l'augmentation massive des lancements de satellites par la Russie notamment de satellites servant aux renseignements pour la FAPSI. En février 2000 un satellite (Kosmos-2369) fut envoyé dans l'espace. Son but est alors d'intercepter les communications radios tchéchènes.

En matière de sécurité des communications une des missions principale de la FAPSI est de protéger la Russie des écoutes étrangères et en particulier du système ECHELON américain selon le Général Gorbachev¹. En outre elle est en mesure de fluidifier et d'optimiser les communications entre la Russie et ses partenaires naturels notamment dans le cas d'attaque terroriste ou de catastrophe naturelle. Son directeur a d'ailleurs joué un rôle majeur dans un exercice commun (« *Commonwealth 2001* ») entre les 11 membres de la CEI en 2001.

Enfin, la FAPSI a eu un rôle important sous Boris Elstine car il lui incombait de gérer le système électronique de décompte des votes lors des élections. La FAPSI pouvait donc informer le président en temps réel de l'évolution du scrutin.

La création du FPS.

Le FPS, service fédéral en charge des frontières est un des successeurs direct du KGB (qui en avait la charge avant 1991). Sa mission principale est d'assurer le contrôle aux frontières à l'image des douanes dans d'autres pays². Très rapidement le FPS s'est doté d'un organe de renseignement notamment pour faire face aux trafics de drogues. Le FPS a donc pour mission certes de protéger les frontières de la Russie mais aussi de faire du renseignement en matière de lutte contre les trafics de drogue voir même

1 Selon un rapport du Conflict studies research center rédigé par Gordon BENNET « *FPS and FAPSI-RIP* » p.18

2 Le site agentura.ru explique de manière claire le fonctionnement de cet organisme ainsi que les réformes qui l'on affecté (Onglets : *Structure of the FSB- Border service*)

d'infiltration étrangère.

Spécialisé dans la lutte contre le trafic de drogue le FPS a vu ses effectifs considérablement augmenter vers la fin des années 90 et de nombreux traités ont été signés avec les pays frontaliers portant entre autres sur des échanges de renseignements sur la provenance de la drogue. On compte vers 1994 environ 200 000 personnes travaillant pour le FPS ce qui montre la puissance de cette entité.

Ce service a aussi comme fonction, outre la protection des frontières, la protection des intérêts économiques de la Russie. Il est compétent pour prendre des mesures en cas de pêche illégale dans la zone économique exclusive de la Russie. Enfin comme les autres services il a, depuis peu, de nouvelles attributions pour lutter plus efficacement contre le terrorisme.

Ce service a été, dès sa création, conçu comme étant indépendant et sous le contrôle direct du président de la Fédération de Russie. Fiers de leurs indépendance ces hommes portent un grand attachement à leurs traditions et sont reconnaissables par leur uniforme vert et leur drapeau. Néanmoins comme nous allons le constater une réforme de 2003 sous la mandature de Vladimir Poutine change la donne de manière radicale.

La reprise en main des deux institutions par le FSB.

En 2003 une réforme de fond affecte le renseignement en Russie. Vladimir Poutine décide de supprimer la FAPSI et de confier ses compétences au FSB. Le FPS n'est pas supprimé mais devient une sous-structure du FSB. L'explication du gouvernement est une meilleure coopération entre les services et la lutte contre les doublons administratifs. Ces deux institutions n'auront donc vécu qu'une dizaine d'années comme organes indépendants avant d'être ingérées par le tout-puissant FSB.

Le FSB obtient plusieurs avantages majeurs avec cette réforme. Premièrement il augmente son personnel d'environ 180 000 personnes (effectifs du FPS en 2006¹) ce qui en fait désormais l'organe de renseignement de loin le plus important. En outre il peut désormais contrôler les frontières ce qui dans le domaine du renseignement peut s'avérer

¹ Selon le think-tank anglais Chatham House dans un article de Edwin BACON et Bettina RENZ *Restructuring security in Russia : return of the KGB?* de mai 2003 disponible sur le site www.chathamhouse.org.

vital. Enfin il dispose des moyens technologiques d'écoute et de surveillance de l'ex-FAPSI mais aussi de ses moyens en matière de cyber-défense ou attaque. Il ne semble pas faire de doute qu'il utilisa ses nouveaux moyens pour planifier une cyber attaque sur l'Estonie en 2007 à la suite d'un projet de déplacement d'une statue soviétique.

Comme nous venons de le constater la réforme de Boris Elstine visant à diviser le renseignement en plusieurs organes a subit des revers. Les organes techniques (outre le GRU) ont été mis sous tutelle par le FSB. Il semble qu'il ne reste plus que le SVR pour freiner l'ascension du FSB. Néanmoins celui ci va échouer et le mandat de Vladimir Poutine va consacrer une hégémonie du FSB sur les autres services.

Chapitre 3: l'hégémonie du FSB.

Même après avoir mis la main sur la FAPSI et le FPS le FSB n'est toujours pas l'organe unique en matière de renseignement, le SVR se présente toujours comme un concurrent sérieux. En outre la société civile risque de voir d'un assez mauvais œil cette montée en puissance. Toute la question est alors de savoir comment, malgré les réformes de Boris Elstine, le FSB a-t-il réussi à prendre l'ascendant sur cet organe rival et à s'imposer comme le seul et unique organe valable en matière de renseignement. Cela ne s'est pas fait sans heurt. En effet le FSB a du tout d'abord mettre au pas le SVR qui restait son principal ennemi **(A)**. Une fois cet objectif accompli, le FSB a lancé une véritable campagne politique à travers la société pour légitimer son hégémonie **(B)**.

A. La mise au pas du SVR.

Malgré ses effectifs moins nombreux et son budget limité le SVR reste et demeure un concurrent de poids pour le FSB. Cette mise en concurrence a d'ailleurs été le fondement de la politique de Boris Elstine. Celui ci estimait que la concurrence entre ces deux organes permettrait de les contrôler. Recevant un rapport du FSB il pouvait immédiatement le comparer avec celui du SVR.

Le SVR disposait de plusieurs avantages majeurs face au FSB. Premièrement il était initialement le seul juridiquement compétent pour intervenir à l'étranger. En outre son directeur, Primakov, sous l'époque Elstine, était une véritable légende dans le milieu du renseignement. Les Tchékistes vont donc s'appliquer à détruire ces deux avantages dans le but de revenir à un organe unique.

La chute de Primakov.

En 1999 le SVR semble pleinement en mesure de concurrencer le FSB. Son ancien directeur, Primakov est désormais premier ministre ce qui lui permet d'influer directement sur la destinée du SVR. Cette période est marquée par les « errements » de la présidence Elstine, notamment le « *Russiagate* » faisant apparaître des détournements de

fond majeurs au profit direct du Président et de son entourage.

Devant cette situation délétère Primakov entreprend une politique de transparence et de lutte contre la corruption. Il s'appuie pour cela sur le procureur général de Moscou de l'époque Skouratov réputé incorruptible. Le but de Primakov est clair : apparaître comme l'alternative crédible à Boris Elstine qui ne peut briguer de troisième mandat. Primakov utilise alors le SVR pour révéler les scandales du Kremlin. Ce service met alors tous ses réseaux en œuvre pour y parvenir.

Bien entendu les Tchékistes ne voient pas d'un bon œil cette montée en puissance du SVR. Boris Elstine, quand à lui, prend peur et redoute de devoir rendre des comptes si Primakov arrive au pouvoir. On assiste alors à une véritable alliance conjoncturelle entre Boris Elstine et les Tchékistes. Tout va être entrepris pour discréditer l'entreprise de Primakov et par la même le SVR.

Primakov étant difficilement atteignable du fait de sa fonction de premier ministre le FSB décide de s'attaquer au maillon faible de sa stratégie : le procureur Skouratov. Celui ci passe alors aux yeux du peuple comme étant incorruptible, une sorte de « chevalier blanc » dans une Russie en proie à toutes les perversions. Le 16 mars 1999 une vidéo est diffusée sur la télévision nationale. On y voit un homme ressemblant de très près au procureur, entièrement nu, et en compagnie de deux prostitués. Skouratov dira plus tard : « *J'ai reçu les informations dans un paquet que j'ai posé sur mon bureau. Je n'avais pas très envie de l'ouvrir, j'avais comme un pressentiment que ça allait mal se terminer pour moi* »¹. Skouratov est discrédité et par la même Primakov qui a mis sa stratégie de lutte contre la corruption entre ses mains. Quelques mois plus tard le procureur est inculpé d'abus de pouvoir. Devant ce discrédit Primakov est sommé de démissionner ce qu'il fait le 12 mai 1999. La partie est gagnée pour Elstin et les Tchékistes.

Le directeur du FSB de l'époque en charge du dossier sur le procureur est alors un certain Vladimir Poutine. Cette action démontre ses capacités et les tchékistes voient en lui un futur dirigeant. Le clan de Boris Elstine (les oligarques) voient cet homme comme un pion qu'ils pourront facilement contrôler. Enfin Elstine lui même autorise cette nomination

¹ Cet épisode est raconté de manière détaillé dans le reportage de Tania RAKMANOVA, *la prise de pouvoir par Vladimir Poutine*, coproduit par ARTE France et diffusé sur ARTE le 5 octobre 2005 dans le cadre des « *mercredis de l'Histoire* ».

en échange de garantie pour sa sécurité. Vladimir Poutine prend alors les commandes de la Fédération de Russie. Dès que celui-ci entre en fonction il signe d'ailleurs un décret d'immunité judiciaire à vie à Boris Eltsine et sa famille.

Primakov écarté définitivement le SVR perd son unique appui politique. Le FSB, avec Vladimir Poutine au pouvoir entame son « âge d'or » et peut continuer à se développer dans le but d'asseoir son hégémonie.

La fin du monopole du SVR dans le renseignement extérieur.

Traditionnellement rattaché au renseignement intérieur le FSB a vu ses compétences s'étendre à l'international notamment sous la menace des révolutions « de couleurs » dans les pays voisins notamment l'Ukraine.

En 1999 la communauté des États indépendants adopta une stratégie commune en matière de renseignement et décida la création d'un organe permettant aux organismes de renseignements de ces pays de se rencontrer et donc d'échanger des informations. Bien entendu le SVR et le GRU en firent partie. Mais le FSB décida de son côté de créer une structure spéciale lui permettant de négocier avec ces partenaires. Cette nouvelle structure a tout de suite reçu l'aval du président nouvellement élu, Vladimir Poutine, qui l'officialisa par un décret présidentiel. Cette structure se nommait à l'époque la direction pour la coordination de l'information (UKOI) et dépendait directement du département Analyse du FSB. Avec ce décret nous assistons véritablement à la naissance d'unités de renseignement tournées vers l'étranger au FSB.¹

Très rapidement il est apparu que l'UKOI sera tournée entièrement vers les pays menacés par les « *révolutions de couleurs* » et plus généralement vers tous les pays de la communauté des États indépendants. Cette structure a aujourd'hui été renommée en « *service de l'information et des relations internationales* ».

Le FSB va alors instrumentaliser la peur des révolutions de couleurs au Parlement pour justifier l'étendue de ses compétences. Son directeur révèle à la Duma le 11 mai 2005

¹ Selon un article du site www.agentura.ru, *The Mutation of the russian secret services*, pp 4-5. Ce site a été créé à la suite de l'élection de Vladimir Poutine et regroupe des journalistes indépendants (dont Anna Politovskai à l'époque)

qu'une menace sérieuse planait sur le pays ami qu'est la Biélorussie , cette menace provenait de l'Ouest et qu'une révolution n'était pas inenvisageable. Cette prise de position publique et devant le Parlement russe sans qu'aucune voix ne s'élève (le Parlement critique sévèrement ces révolutions dites « *démocratique* ») entérine définitivement cette nouvelle compétence du FSB en matière internationale.

Le SVR ne dispose donc plus aujourd'hui juridiquement du monopole en matière de renseignement extérieur. Le FSB grâce aux menaces des révolutions de couleurs mais aussi en ayant mis la main sur le FPS et la FAPSI a réussi à étendre ses compétences de manière considérable.

Le SVR désormais soumis.

S'il devait encore subsister un doute sur la soumission du SVR au FSB celui ci disparaît en 2010. En effet en 2010 une affaire secoue les services: 10 agents illégaux du SVR sont arrêtés d'un seul coup de filet aux États-Unis Une seule chose peut expliquer ce coup de filet : une taupe.

Le FSB s'empare de cette affaire pour souligner l'amateurisme de son concurrent. D'aucuns sont même allés jusqu'à sous entendre que la taupe en question était en réalité un agent du FSB . La manœuvre est alors claire : faire tomber le chef du SVR et discréditer le service.¹

Sans soutient politiques, ayant perdu son monopole en matière de renseignement extérieur et discrédité par l'affaire des illégaux de 2010 le SVR n'est plus en mesure de s'opposer aux visées du FSB. Les tchékistes ont atteint leur but : l'organe unique en matière de renseignement est installé : c'est le FSB.

Dès lors ils vont entreprendre de légitimer cette hégémonie aux yeux de la société civile.

¹ Selon Patrick PESNOT dans son émission « *rendez vous avec monsieur X* » du 25 juin 2011 sur France Inter.

B. La légitimation par le mythe.

L'idée d'un service unique en matière de renseignement peut à priori faire peur à la société civile (voir même à quelques élites craignant le retour des exactions du KGB). Pour faire face à cette méfiance les Tchékistes vont entreprendre de créer une véritable légende en montant de toute pièce le mythe du Tchékiste : une sorte de héros de la nation. Une fois cette légende instaurée dans les esprits de la population la méfiance initiale laissera place à une certaine fierté d'appartenir à une Nation disposant de tels hommes à son service. Bien entendu cette légende passe sous silence toutes les exactions passées et montre les tchékistes et leurs prédécesseurs du KGB comme étant des sauveurs de la Nation.

Cette réhabilitation et cette légitimation par la création d'une véritable légende n'est possible que par la conjonction de deux facteurs: la fermeture des archives et la mise en place d'instruments permettant l'instauration de cette fable.

La fermeture des archives.

La fermeture des archives est en effet un pré-requis indispensable à toute tentative de création d'une légende. Cela empêche les chercheurs ou les journalistes d'accéder à la vérité et donc d'apporter la contradiction. Sans archives , pas de preuves et c'est donc la parole des opposants contre celle du gouvernement.

Paradoxalement en 1993 la Fédération de Russie rejoint le Conseil International des Archives (ICA)¹ qui regroupe de nombreux experts et dont un des but est de permettre aux États venant de sortir d'un régime dictatorial d'ouvrir et de trier les archives pour faire la lumière sur les nombreuses exactions. La Russie est alors représenté par Vladimir Kozlov. Celui ci a la volonté de déclasser de nombreux dossiers.

Cependant avec le conflit entre Boris Elstine et le Parlement en 1993 la commission reçue une fin de non recevoir. En 1995 fut alors créée une commission inter-agence de protection du secret d'État qui remplaça la commission de déclassification. Comme son nom l'indique elle refusa toute ouverture d'archive au public si bien qu'en 1995 les

1 L'ICA est une organisation international non gouvernemental dont le siège est en France (www.ica.org)

archives de la Fédération de Russie sont transférées dans les sous sols de la Lubienka et le FSB garde la mainmise sur ces précieux documents.¹

Les archives fermées et sous bonne garde les Tchékistes vont alors mettre en place des instruments pour créer une véritable légende autour de leurs actions.

Les instruments au service de la légende.

L'imagination des tchékistes est fertile dans ce domaine. Le mythe du tchékiste comme héros national, désintéressé et incorruptible est relayée par plusieurs vecteurs.

Le premier d'entre eux est bien entendu le tchékiste lui même, et notamment les hauts gradés du FSB désormais à la retraite. Ceux ci se sentent très souvent l'âme d'écrivain une fois à la retraite et leurs livres se vendent bien. Nul besoin de préciser qu'ils ont une vision assez orientée de l'Histoire... C'est le cas par exemple de Aleksander Mikhaylov ancien chef du service de presse du FSB qui écrit désormais des romans d'espionnages vantant les exploits des espions soviétiques.

Le FSB peut aussi compter sur des « hommes de lettres » dans la société civile pour forger sa légende. Vasily Stavitsky est reconnu très sérieusement comme le poète officiel du FSB en ayant crée son hymne dont le refrain est le suivant:

*Always as if at the front,
Always at one's post,
Don't touch Russia
A Chekist is always vigilant.*

Pour toucher la majeure partie de la population le FSB utilise la télévision pour forger sa légende. Ainsi en 2005 une série à la gloire de ces hommes fut créée et suivit par une grande partie de la population: « *Secret Watch* ». Bien entendu le FSB a considérablement aidé à sa réalisation. Le véritable triomphe du FSB dans sa campagne d'élaboration du mythe a été la réalisation d'un film au cinéma, véritable blockbuster « *Personal number* ». A ce sujet il est intéressant de constater que le KGB en son temps

¹ Selon l'article du site Agentura.ru *The mutation of the Russian secret services*, du 18 février 2011 p. 8

a conduit exactement la même politique en créant lui aussi un film à son honneur et reflétant son point de vu.¹

Le Tchékiste comme économiste de génie.

Pour légitimer son hégémonie le FSB doit aussi prouver qu'il dispose de réels atouts pour diriger la Russie. Il va alors instrumentaliser l'Histoire. Il met en avant que le FSB est, de par sa formation d'élite, un vivier de futurs dirigeants politiques compétents. Il met l'accent sur le fait que les hommes des services sont experts en économie et donc à même de conduire le pays efficacement.

Comme nous l'avons vu dans l'introduction de ce mémoire Iouri Andropov, ancien directeur du KGB a été perçu comme un économiste de grand talent par la société civile de l'époque. Dès lors les tchékistes vont faire fructifier cette vision et ce rapprochement quasi naturel selon eux entre les services et une compétence dans le domaine économique. Si le FSB veut véritablement être hégémonique il est nécessaire d'apparaître au yeux de la population comme étant compétent dans le domaine de la gestion des affaires et plus particulièrement des affaires économiques.

Ainsi les Tchékistes se sont mis à ériger un panthéon des personnalités issus des services et ayant des compétences pour diriger le pays. Andropov² et Poutine n'en sont que deux incarnations mais les Tchékistes y font aussi entrer Djerjinski. Celui-ci est en effet considéré par beaucoup comme étant un des inspirateurs de la Nouvelle politique économique de Lénine. En outre son action aurait permis de développer l'économie du pays par la restauration rapide et efficace des chemins de fer. Pour entériner ce lien quasi automatique entre membre des services et compétence en économie le FSB ne cesse de rappeler que Vladimir Poutine dispose d'un doctorat en économie.

Bien entendu il ne s'agit ici que d'instrumentaliser le passé des services en mettant en lumière uniquement les avancées (souvent fictives) et en laissant dans l'ombre les

1 Selon l'article du site Agentura.ru *The mutation of the Russian secret services*, du 18 février 2011 pp. 9-11.

2 L'action d'Andropov est très bien expliquée dans l'ouvrage d'Hélène BLANC, *Les prédateurs du Kremlin (1917-2009)*, Seuil, Paris, 2009. Elle décrit Andropov comme « un Janus à deux faces » : celui de la répression et celui du réformateur.

exactions.

Le Tchékiste comme guerrier de l'ombre.

Doué pour l'économie le Tchékiste doit aussi apparaître aux yeux de la population comme quelqu'un de fort et courageux, bref comme un guerrier. La légende du « héros » tchékiste va être renforcée en 2006 par un décret présidentiel qui va marquer les esprits.

Par ce décret les tchékistes porteront désormais un uniforme noir. Si cela peut paraître anodin il s'agit en réalité de l'acte final entérinant la légende et légitimant la toute puissance du FSB. Le noir dans l'imaginaire collectif russe correspond aux hussards noirs du roi de Prusse Frédéric 2 pendant les guerres napoléoniennes. La reprise de cette couleur permet aux tchékistes de passer pour de réels guerriers travaillant dans l'ombre pour défendre leur nation de tous les périls.

Une réelle popularité

Archives fermées, télévision, livres et cinéma glorifiant leurs actes présents et passés, présentés comme des guerriers et des économistes de génie la légitimation de l'hégémonie du FSB semble porter ses fruits. Dans une étude du 22 février 2001 portant sur 1600 personnes de tous les districts de la Fédération les résultats sont sans appels : 42% ont une opinion positive du FSB contre 19% avec une opinion négative. En outre 72% considèrent que le FSB est nécessaire et indispensable à la Russie.¹

La campagne de légitimation entreprise par les tchékistes est donc un succès. Loin d'être méfiante envers ce service la société civile l'approuve désormais.

¹ Selon un rapport du Conflict studies research center rédigé par Gordon BENNET *Vladimir Putin and Russia's special services*, Aout 2002 p.16

Conclusion du titre premier.

Boris Eltsine a voulu diviser le renseignement en de multiples agences se concurrençant les unes aux autres permettant un réel contrôle du politique (à l'image des sociétés occidentales). Pour les Tchékistes l'affaiblissement de la Russie de l'époque est en partie lié à ce déclin du renseignement. Ils ont alors entrepris de saper pas à pas cette réforme pour permettre à la Russie de se relever.

Ayant définitivement écarté son concurrent principal (le SVR) et bénéficiant d'une popularité importante dans la société civile grâce à sa campagne de légitimation, le FSB est désormais l'organe qui règne en maître sur le renseignement en Russie.

Nous pouvons donc affirmer désormais que les réformes elstiniennes sont définitivement enterrées.

L'organe unique est de retour et il a un nouveau nom : Le FSB.

Titre II : Le nouveau KGB?

La stratégie de reconquête du pouvoir par les Tchékistes semble à première vue bien entamée. La première phase de leur plan est un succès. Le FSB a pris l'ascendant sur ses concurrents comme nous l'avons étudié en première partie. La deuxième phase du projet visant à diriger la Fédération de Russie peut donc être lancée. Il s'agit ici de contrôler la société civile russe dans sa globalité.

Ce n'est pas chose aisée. Dans les années 90 le FSB n'est pas encore en capacité de contrôler la Fédération de Russie. Il doit faire face à plusieurs d'adversaires très différents au sein de la société civile : Les démocrates, le Parti Communiste et les oligarques. Les premiers disposent d'un réel prestige moral alors que les seconds possèdent le pouvoir économique et politique. **(Chapitre 1)**.

Pour faire face à ces deux puissants adversaires les Tchékistes doivent avoir les mains libres . Ils décident de mener une politique de pénétration massive de la société civile et de ses institutions. En parallèle on assiste à une résurrection des pratiques des anciens services. On peut donc établir une réelle continuité entre les services russes depuis un siècle concernant leurs méthodes de fonctionnement. **(Chapitre 2)**.

Les nouveaux services semblent dépasser leurs ancêtres dans cette capacité de contrôle de la société civile. Aucun autre pouvoir ne semblent leur faire de l'ombre. Néanmoins n'ayant pas d'idéologie précise, ils se transforment très rapidement en une force purement conservatrice: une sorte de nouvelle Nomenklatura.¹ **(Chapitre 3)**.

¹ Terme Russe désignant l'élite du Parti communiste de l'Union Soviétique. Ils sont souvent apparus aux yeux du peuple comme une aristocratie arc-boutée sur ses privilèges.

Chapitre 1 : Les obstacles politiques à éliminer.

Si le FSB et les Tchékistes ont réussi à prendre l'ascendant sur leurs concurrents en matière de renseignement, ils doivent faire face, dans les années 90, à un double obstacle . D'un côté les démocrates qui souhaitent un réel contrôle du renseignement en Russie pour plus de démocratie, mais aussi le Parti Communiste toujours présent **(A)**. De l'autre les oligarques, qui, disposant de fortunes considérables, contrôlent le pays et son dirigeant de l'époque : Boris Elstine **(B)**.

A. Le « danger » démocrate et le parti communiste.

A la chute de l'URSS en 1991 l'idéologie communiste périclité. Francis Fukuyama prédit alors « *la fin de l'Histoire* » dans son ouvrage de référence¹. Il annonce qu'avec la fin du système bipolaire la Démocratie va prospérer. En Russie les premiers mouvements démocrates apparaissent sous des formes diverses.

Qui sont les démocrates?

Au départ ces hommes ne sont pas organisés en partis politiques traditionnels mais plutôt en organisations non gouvernementales. Il s'agit de réseaux de solidarité unissant les défenseurs des droits de l'Homme. Notons ,par exemple, la création de l'ONG « Memorial » dénonçant les exactions en Tchétchénie mais aussi le Mouvement « Solidarnost » et son président Ilia Iachine. Ce dernier milite pour la défense des libertés et de la démocratie. Il est très actif sur Internet. Depuis les années 2000 ces associations ont rejoint la toute nouvelle opposition créée par Gasparov et d'anciens ministres dans la coalition « *une autre Russie* ». Ce collectif, de manière hétéroclite, les opposants à Vladimir Poutine.

Même s'ils sont capables de mobiliser de manière épisodique quelques milliers de manifestants, ces organismes ne fédèrent pas de manière massive. En effet il s'agit

1 Francis FUKUYAMA, *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*, collection Champs, Flammarion, 1992.

principalement d'une élite cultivée fréquentant les mêmes cercles. Emmanuel Carrer dans son dernier ouvrage « Limonov » montre cela de manière très claire en écrivant « *c'est un tout petit cercle où tout le monde se connaît, et où je n'ai pas tardé à connaître tout le monde, et ce petit cercle constitue pratiquement à lui tout seul l'opposition démocratique en Russie.* »¹. Ces hommes trouvent un écho beaucoup plus important dans nos sociétés occidentales que dans leur propre pays. Il faut également noter que certains de ces militants sont très proches de courants de pensées aux États-Unis C'est le cas de Gasparov qui a entretenu des liens avec des cercles de réflexions proche des milieux néo-conservateurs américains comme l'Hudson Institute².

Pourquoi sont-ils dangereux pour les Tchékistes?

Même si peu nombreux ils sont une menace pour la volonté d'expansion des services. En effet, inspiré par l'Ouest, les démocrates ont pour volonté de contrôler de manière plus efficace le renseignement pour éviter les exactions et instaurer plus de transparence et de démocratie. En cela ils veulent approfondir les réformes de Boris Elstine commencées en 1991.

Pour eux il est important d'établir un contrôle démocratique sur les services de renseignements et ce pour plusieurs raisons:

- Eviter que les services ne développent des visées politiques ou encore qu'ils soient instrumentalisés par un seul homme au détriment de l'État A travers cette idée c'est Vladimir Poutine qui est visé directement.

- Permettre plus de transparence notamment en matière de nomination des anciens membres du renseignement dans d'autres institutions.

- Installer un contre pouvoir efficace à l'organe unique mis en œuvre pas les Tchékistes : le FSB.

Les démocrates ont un véritable plan d'action pour instaurer ce contrôle démocratique et limiter la puissance du renseignement. Pour eux, liberté et sécurité sont deux notions qui doivent aller de paire. L'une ne peut primer sur l'autre. Ils considèrent

¹ Emmanuel CARRERE, *Limonov*, éditions P.O.L , 2011, p 12.

² Selon un article du New Yorker *The Tsar's opponent* , du 1er octobre 2007 consultable sur le site du journal : www.newyorker.com

qu'un seul organe ne peut avoir, à la fois, le contrôle du renseignement intérieur et celui du renseignement extérieur. Ils s'opposent donc, de fait, à l'hégémonie du FSB. Le rôle du Parlement devrait donc être renforcé dans ce domaine et des commissions d'enquêtes et de contrôle créées.

On voit donc bien la menace qui plane sur les Tchékistes à travers ce contrôle démocratique de leurs activités. Il s'agit (si cette volonté est mise en œuvre) d'un véritable coup d'arrêt à leur volonté d'accéder au pouvoir. Loin d'en rester à des vœux pieux les démocrates développent de véritables programmes d'actions pour y parvenir.

Le parti communisme : un réel adversaire?

Le communisme n'est pas mort en URSS. Lors des dernières élections législatives de 2011 le Parti Communiste de Russie (KPRF) a obtenu près de 20% des sièges. En cela nous pouvons affirmer que c'est la première force d'opposition à Vladimir Poutine. Ce parti est aujourd'hui dirigé par Guennadi Ziouganov (né en 1944 et membre du PC depuis 1966). Il semble s'appuyer sur des fondamentaux communistes tout en cultivant le nationalisme. Il prône des nationalisations et une relance budgétaire de l'économie.

Pourtant les organes ne semblent pas en faire un adversaire prioritaire et ce pour plusieurs raisons.

Premièrement si le score du Parti Communiste est important cela ne correspond pas à un vote d'adhésion mais plutôt à un vote d'opposition à « *Russie Unie* » le parti de Vladimir Poutine. C'est donc plutôt un vote de contestation. Il suffit d'étudier les intentions de vote habituelles pour les présidentielles pour s'en convaincre : 87%.¹ Pour certains opposants telle Masha Lipman du centre de réflexion Carnégie Moscow Center, voter pour le Parti Communiste « *c'est comme écrire un mot de cinq lettres sur le bulletin. Le gouvernement a fait de cette élection une farce, et, en retour les gens font un simulacre de choix électoral* »².

1 Selon Clémentine FAUCONNIER du CERI repris dans un article *Qui sont les figures de la contestation russe?*, du site www.libération.fr du 9 décembre 2011

2 Selon un article *Russie: Voter communiste un vote de contestation plutôt qu'un vote d'adhésion*, sur le site www.20minutes.fr du 5 décembre 2011.

D'autre part si le Parti Communiste ne semble pas inquiéter outre mesure les services cela s'explique par une certaine proximité idéologique avec les Tchékistes. En effet les membres du PC sont des nostalgiques de l'URSS et en conséquence de son service unique de renseignement le KGB. S'ils parvenaient au pouvoir il y aurait fort à parier qu'ils ne toucheraient pas à l'hégémonie du FSB dans ce domaine. Quand à la politique internationale le PC semble s'allier sur la vision du Kremlin. Ainsi sur le dossier Syrien, Ziouganov se serait déclaré favorable à la position de Vladimir Poutine et à son veto : Pour lui si la Russie renonçait à soutenir le régime en Syrie cela signifierait une « *défaite impériale* » pour son pays.¹.

Pour ces raisons le Parti Communiste n'est donc pas perçu comme un ennemi politique majeur par les services.

B. La toute puissance des oligarques.

En parallèle de ces deux adversaires politiques les Tchékistes doivent très tôt faire face à des adversaires autrement plus dangereux : les oligarques.

Qui sont les oligarques?

L'ouverture de la Russie à l'économie de marché a très rapidement aboutie à une réelle anarchie et une dégradation des conditions de vie des habitants. La révolte gronde. Boris Elstine cherche alors des soutiens financiers pour la campagne présidentielle de 1996 car sa réélection est compromise (les communistes semblent faire à l'époque une percée). Le banquier Vladimir Potanine lui propose une solution : c'est le programme « prêts contre actions ». Selon ce schéma les grandes banques prêtent de fortes sommes à l'État qui, en gage, leur transmet les actions de grandes sociétés qu'il possède notamment dans le secteur des matières premières et de l'énergie.

Grâce à ce programme des hommes ont pu amasser des fortunes considérables. Ces hommes sont surnommés les oligarques. Ils disposent d'un pouvoir économique très important et, comme nous allons le voir, ils disposent aussi d'un réel pouvoir politique. En

¹ L'emploi du conditionnel est ici important car ces informations proviennent du site www.infosyrie.fr qui est favorable au régime de Bachar-Al-Assad.

1996 Borisn Berezovski cite dans un entretien au *Financial Time* les noms de 7 hommes contrôlant à eux seuls la moitié de l'économie Russe. Ces oligarques sont :A. Smolenski, V.Potanine, M.Khodorkovski, V;Goussinski, P.Aven, M.Fridman et B.Berezovski lui même. On parle alors de *semibankirchtchina* pour les désigner : Les sept banquiers du Kremlin.

Le pouvoir politique des oligarques.

En parallèle du programme « prêts contre actions » les oligarques décident de s'investir en politique pour permettre la réélection de Boris Elstine en 1996 (et ainsi continuer à jouir de leurs privilèges). Ils inondèrent alors d'argent la campagne de Elstine et on assista pendant trois mois à un véritable déluge de spots publicitaires et d'affiches vantant les mérites de celui-ci. On estime à 1 ou 2 milliards les sommes dépensées dans cette campagne par les oligarques. Le 16 juin 1996 Elstine est réélu avec 35% des voix.

Elstine doit donc sa réélection à ces hommes et ils le savent. Les sept banquiers décident alors d'investir les institutions de la Fédération de Russie. Berezovski devient président de la chaîne de télévision nationale ORT (la plus regardée) mais aussi secrétaire du Conseil de Sécurité. Ce dernier poste lui permet d'avoir accès au dossier Tchétchène où il joua très souvent le rôle d'entremetteur entre des preneurs d'otages et le gouvernement Russe (touchant sans doute au passage une certaine commission) .Khodorkovski récupère la fonction de ministre de l'énergie : poste clef en Russie.

Mais celui qui semble avoir le mieux réussi c'est Potanine. Il devient ministre de l'économie et sa banque reçoit la gestion de nombreux comptes du gouvernement. Khodorkovski racontera d'ailleurs plus tard que « *nous nous sommes réunis entre hommes d'affaires pour décider qui entrera au gouvernement. Les dés ont désigné Potanine mais ça aurait pu être un autre.* »¹

Disposant du pouvoir financier et politique ces hommes contrôlent la Fédération de Russie sous l'ère Elstine.

1 Dans un article du monde en date du 20 octobre 2003 repris dans l'ouvrage de Thierry Wolton ,*Le KGB au pouvoir* , Folio document, janvier 2009, p 147.

Un projet aux antipodes de celui des tchékistes.

Pour les Tchékistes les oligarques n'ont jamais servi l'intérêt général et l'État Ils ne représentent que des intérêts privés. Ils n'ont pour but que de s'enrichir sur le dos de la Fédération de Russie et de ses citoyens. Les statistiques de l'époque semblent leur donner raison. Sur la seule année 1997 : sur les 620 milliards de roubles qui auraient dû être perçus par l'État, seuls 2,73 ont été réellement versés au Trésor soit 9,5% des recettes prévues.¹ Cette période est marquée de plus par un taux de corruption endémique au sein de la société russe.

Pour les Tchékistes il s'agit véritablement d'une volonté de mettre en faillite l'État Russe et donc de diminuer sa puissance. Tout doit donc être entrepris pour mettre fin au règne des oligarques. Si pour les Tchékistes les matières premières doivent être contrôlées par l'État et non par des intérêts privés alors, la seule manière de mettre fin à cette « mise en coupe réglée » de la Russie et de cette corruption instaurée par les oligarques est de mettre en place un contrôle répressif total de la part de l'État

Cette volonté de mettre fin à la puissance des oligarques est renforcée par un antisémitisme latent. En effet bon nombre des oligarques sont juifs et il n'est pas rare d'entendre à l'époque dans les couloirs de la Lubienka l'expression « *les youpins qui ont vendu la Russie* ».²

Les oligarques, illégitimes selon les services, sont donc perçus comme les adversaires principaux. Ils doivent être écartés des centres de décisions pour permettre aux Tchékistes d'accéder au pouvoir. C'est par l'entremise de Vladimir Poutine que les tchékistes vont y parvenir.

1 Ces statistiques officielles sont données en exemple par E.PRIMAKOV(l'ancien premier ministre et directeur du SVR) dans son livre *Au coeur du Pouvoir* , Editions de Syrtes,2002.

2 Selon Andrei SOLDATOV et Irina BOROCHAN dans leur livre *Les héritiers du KGB* , collection les moutons noirs, éditions François Bourrin, octobre 2011,p 42.

Chapitre 2: Les moyens de la reconquête.

On assiste, dans les moyens utilisés pour contrôler la société civile, à une remarquable continuité avec les anciens services du Tsar et de l'Union soviétique. Pour faire face à ses ennemis politiques le FSB va tout d'abord reprendre la traditionnelle stratégie héritée de l'Okhrana : le noyautage . Cette tactique aboutit *in fine* à l'arrivée de l'un des leurs à la fonction suprême de Président de la Fédération de Russie : Vladimir Poutine **(A)**. Conjointement à cette infiltration les nouveaux services reprennent de vieilles méthodes héritées du KGB pour mettre hors d'état de nuire leurs adversaires. **(B)**.

A. Une pénétration massive de la société.

En juin 1999 Thomas C.Muldoon rédige une thèse pour la « Naval postgraduate school » sur les services de renseignements russes. Il conclut sa thèse par les mots suivants : « *I can confidently say that their power is weaker now than in the soviet era* ». ¹ Pour affirmer cela il fonde son analyse sur un fait majeur : les services n'ont pas encore, à son époque, noyauté de manière totale la société civile, à la différence du KGB. Il montre notamment que dans certains cas la Justice s'est opposée à la volonté du FSB. L'affaire Nikitin est un bon exemple. Dans cette affaire des années 2000 Alexander Nikitin, un sous marinier russe, contribua à un rapport à charge concernant des fuites radioactives sur les navires militaires de la flotte du Nord. Le FSB l'accusa d'espionnage et de trahison mais après cinq années de bataille juridique la cour l'acquitta. Les Tchékistes ne contrôlent pas encore à cette époque toute la société civile. Il leur faut alors mettre un des leurs à la fonction suprême de la fédération.

L'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir.

Comme nous l'avons vu dans le titre premier de ce mémoire, l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir a été la résultante de l'affaire Skouratov. Les oligarques ont alors considéré qu'ils pourraient contrôler cet ancien lieutenant colonel du KGB. Pourtant très

¹ Thèse que l'on peut trouver sur le site www.globalsecurity.org dans la rubrique « *Intelligence* » puis « *Countries* » et enfin « *Russia/USSR* »

rapidement Vladimir Poutine va s'émanciper de ces hommes sulfureux. Il n'oublie pas que ces oligarques ont mis en coupe réglée la Russie pendant la présidence Elstine. Le problème est que Poutine a été nommé par Elstine. S'il souhaite prendre l'ascendant sur ses ennemis il doit être élu directement par le peuple. De plus Vladimir Poutine ne dispose pas d'un soutien populaire important quand il est nommé Premier Ministre et les élections qui s'annoncent le donne perdant. Le peuple ne le connaît pas.

Un événement va renverser la vapeur : les attentats tchéchènes de 1999 et les opérations militaro-policières qui vont en découler.

Le 9 septembre 1999 une puissante explosion dans un immeuble tue 94 personnes au sud-est de Moscou. Le 13, une autre explosion retentit 6 kilomètres plus loin et tue 118 morts. Ces attentats causent une réelle terreur chez les moscovites qui s'en remettent alors à l'homme fort du gouvernement : Vladimir Poutine. Celui-ci, après avoir attribué la cause de ces attentats aux indépendantistes Tchétchènes promet au peuple russe de « *butter les terroristes tchéchènes jusque dans les chiottes* ». Il lance dès les jours suivants les préparatifs pour une intervention armée en Tchétchénie. Il n'hésite d'ailleurs pas à passer Noël avec les soldats russes et leur offre devant les caméra des poignards aiguisés.

A la suite de ces épisodes la côte de popularité de Vladimir Poutine atteint un record sans précédent. Lors des élections de mars 2000 il est élu dès le premier tour.

Le rôle flou des services dans l'accession au pouvoir de Poutine.

Ces évènements peuvent en effet nous amener à nous interroger. Un homme, inconnu du grand public, se retrouve propulsé Président de la Fédération de Russie après deux attentats meurtriers. S'il est difficile d'apporter des preuves concrètes sur une quelconque implication des services et du FSB dans ces attentats une affaire a néanmoins troublée l'opinion publique russe : l'affaire de Riazan.

Le 22 septembre 1999 (soit 9 jours après le deuxième attentat) la presse moscovite annonce qu'un attentat a été déjoué à Riazan. Selon les journaux on aurait découvert un explosif et un détonateur ressemblant à ceux utilisés pour les attentats précédents. Mais le

24 septembre, le directeur du FSB, Patrouchev annonce qu'il ne s'agissait pas d'un attentat. L'explosif en question serait en réalité du sucre et il ne s'agirait que d'un exercice du FSB pour tester la réactivité de leurs services.¹

Cette déclaration a tout de suite mis le doute dans les esprits de nombreux moscovites et des théories conspirationnistes se sont très rapidement propagées. Pourtant de nombreux auteurs réfutent cette théorie du complot et rappellent que le FSB a pour l'habitude de pratiquer ce type de test.² Le FSB favorisa sans le vouloir cette théorie du complot en utilisant des mesures radicales et en contraignant au silence ceux qui propageaient cette rumeur.

Néanmoins Vladimir Poutine étant désormais installé au pouvoir il va permettre aux Tchékistes et à ses anciens collègues de noyauter la société civile russe en utilisant son pouvoir de nomination.

Le réseau de Saint Petersburg.

La chute de l'URSS a été vécue par les anciens membres du KGB comme un réel choc. Vladimir Poutine n'a pas été épargné. Lieutenant colonel du KGB en Allemagne de l'Est au moment de la chute du mur il voit l'Empire s'effondrer sans pouvoir intervenir. A la suite de cet épisode il obtient un poste auprès du nouveau maire de Saint Petersburg Anatoli Sobtchak, il fut chargé des relations extérieures de la ville. Nombreux de ses anciens collègues du KGB se reconvertirent eux aussi dans la politique ou dans le privé au sein de cette ville. C'est durant cette période que Vladimir Poutine établit son réseau. Tous sont des Tchékistes convaincus.

Arrivé à la présidence Vladimir Poutine appela à lui ses anciens collègues et les nomma tous à des postes stratégiques de l'administration et de la société civile. Serguï Ivanov, son collègue au KGB de Leningrad fut ainsi nommé vice Premier Ministre. Igor Setchine, avant de se voir nommer chef adjoint de l'administration présidentielle, était le chef du cabinet de Poutine à la mairie de Saint-Pétersbourg. Dimitri Medvedev lui même était expert juridique à la mairie de cette même ville. Bien entendu tous les officiers des

¹ Lors d'une intervention télévisée sur la chaîne RTR le 24 septembre 1999

² Notamment Andreï SOLDATOV et Irina BOROĞAN dans leur livre *les héritiers du KGB*, collection les moutons noirs, éditions François Bourrin, octobre 2011, p 157

nouveaux services de renseignements sont des hommes du président à l'image du directeur du FSB actuel Nikolas Patrouchev, ami de Poutine et ancien officier du KGB de Leningrad .

Des Tchékistes sont aussi nommés dans les administrations moins « régaliennes ». L'administration en charge de la police fiscale est dirigée par un ex-membre du KGB : le lieutenant Général Sergey Verevkin-Rakhalskiy. Un ancien collègue de Poutine, Viktor Zubkov, est nommé également à un très haut poste au ministère des Finances .

Même le privé n'est pas épargné. Dans le domaine sensible des exportations d'armement les Tchékistes contrôlent aussi les entreprises phares. Andrey Belyaninov, ancien officier du KGB dirige désormais Rosobronexport , principale compagnie en charge des exportations d'armements russes. Les Conseils d'administrations des grandes entreprises énergétiques sont eux aussi noyautés par les Tchékistes¹

La liste est très longue et il n'apporterait rien de plus de la prolonger. Nous le voyons bien , avec un des leurs au poste suprême et disposant du pouvoir de nomination les Tchékistes ont réussi à se mettre aux postes stratégiques.

Comme si cela ne suffisait pas les Tchékistes vont aussi faire appel à la réserve active.

La réserve active.

« Il n'existe pas d'anciens tchékistes ». Ce proverbe russe révèle à merveille le principe de la réserve active. De nombreux officiers du KGB à la retraite ont infiltré depuis 10 ans le monde des médias, des organisations publiques mais aussi le monde des affaires. Même à la retraite ils restent fidèles au FSB et continuent à lui envoyer des rapports. On parle parfois à leur sujet de « collaborateurs en mission ». Leur but est de recruter de nouveaux agents et d'étudier le terrain qu'ils occupent pour contrer toutes menaces. Il est difficile de connaître leur nombre réel d'autant plus que leur statut est gardé secret et leur divulgation punie par la loi. Il sont probablement plusieurs milliers.

¹ Une liste très détaillée est donnée dans un rapport du Conflict studies research center rédigé par Gordon BENNET *Vladimir Putin and Russia's special services* Aout 2002 pp.8-12

Comme le rappelle Andrei Soldatov et Irina Borogan dans leur ouvrage, l'un des exemples les plus marquant de cette réserve active est sans conteste la nomination d'Alexandre Zdanovitch , ancien officier du FSB , au poste de directeur adjoint de la compagnie gérant la première chaine de télévision publique du pays. Au moment de la prise d'otages du théâtre à Moscou il a été intégré à l'état major opérationnel et donna ses instructions pour présenter de manière précise les événements à la télévision. On le revit à nouveau lors de la prise d'otages à Beslan mais aussi lors des élections en Tchétchénie.¹

On le constate, cette réserve active permet d'influencer de manière importante la société civile qui n'est souvent pas au courant des antécédents de ces professionnels. Cela permet donc aux Tchékistes de contrôler de manière très efficace des pans entiers de la Russie.

Cependant, même s'ils ont infiltré une grande partie de la société civile, les services n'hésitent pas à revenir aux fondamentaux pour faire taire leurs ennemis politiques.

B. Nouvelle structure mais même méthodes.

Ayant des relais dans toutes les couches de la société, les services ne redoutent plus d'utiliser les anciennes méthodes du KGB pour contraindre voir éliminer leurs opposants. On assiste là à une réelle continuité dans les méthodes de fonctionnement. Il faut néanmoins rester lucide. Ces méthodes ne sont pas l'apanage de la Russie mais aussi de beaucoup d'autres pays. Elles concernent notamment les emprisonnements et les assassinats.

Les emprisonnements.

On pourrait à première vue se demander quels sont les rapports entre les prisons russes et les services de renseignements. En France en effet on ne voit pas bien le lien entre la DGSE et l'administration pénitentiaire... Pourtant en Russie depuis 1997 le FSB a

¹ Andrei SOLDATOV et Irina BOROGAN dans leur livre *Les héritiers du KGB* , collection les moutons noirs, éditions François Bourrin, octobre 2011,p 44.

la charge de la plus grande prison de Moscou (Lefortovo)¹. Disposer d'un tel endroit est stratégique pour le FSB. Il peut faire en sorte, avec ses relais dans la société civile, que les opposants finissent dans cette prison plutôt que dans celle du ministère de l'Intérieur pour les faire craquer sans aucunes contraintes. A ce sujet le directeur adjoint du FSB dira publiquement « *compte tenu des pouvoirs d'investigations accordés au FSB ce dernier avait absolument besoin d'un centre de détention de haute sécurité pour détenir et interroger les suspects* ».

Le KGB disposait du Goulag² pour faire plier les opposants au régime. Si cet organe n'existe plus officiellement, les emprisonnements, sans réels fondements juridiques et visant à faire pression sur l'opposant, restent une méthode encore largement utilisée par le FSB. La prison de Lefortovo gérée par le FSB mérite que l'on s'y attarde. Cette prison est truffée de micros et de caméras de surveillances pour permettre aux services d'espionner constamment les détenus. Dans son livre « *Mes prisons* », Edouard Limonov³ raconte son emprisonnement dans cet établissement. Les conditions de vie n'ont rien à voir avec une prison traditionnelle. Ici pas de surpopulation carcérale. Les cellules prévues pour 3 personnes n'en contiennent rarement plus de deux. Néanmoins la discipline y est très stricte et les contacts entre détenus quasi inexistant. Tout est fait pour éviter l'apparition d'une forme de vie sociale. Le but est de briser le mental des détenus. On utilise souvent les cellules dites à « courant d'air ». Le détenu est placé pendant des semaines dans une cellule traversée constamment par un courant d'air froid. Sa santé décline alors à vue d'œil ainsi que sa résistance mentale. La prison dispose aussi de cellules « humides » qui sont constamment inondées.⁴

Une chose reste à énoncer quand à l'administration de Lefortovo par le FSB. Devant les pressions du Conseil de l'Europe qui considérait comme juridiquement intenable qu'un service de renseignement dispose de sa propre prison, Vladimir Poutine signa en 2005 un décret transférant au ministère de la Justice la gestion de cette prison. Néanmoins tous les anciens personnels pénitentiaires (dépendant du FSB) sont encore en poste dans cette prison en tant que « collaborateurs en missions ». Même si

1 Rapport de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, *respect des obligations et engagements de la fédération de Russie*, document X 568.

2 Le Goulag est l'organisme central gérant les camps de travail forcé en URSS.

3 Edouard LIMONOV, *Mes prisons*, Actes sud, 2009.

4 Selon l'émission de Patrick PESNOT sur France Inter, Rendez vous avec monsieur X, l'affaire Magnitski, 5 novembre 2011.

l'administration a changé le FSB garde donc la haute main sur cette prison¹.

Les assassinats.

Les assassinats sous l'ère du KGB étaient relativement fréquents sur le sol russe mais ne concernaient la plupart du temps que des agents de l'Ouest, rarement des opposants politiques (on préférait les envoyer au Goulag). Mais depuis le durcissement du conflit en Tchétchénie, les nouveaux services ont repris à leur compte cette méthode de traque et d'élimination pour cibler principalement une catégorie de la population : les opposants tchétchènes sur le sol de la Russie et même à l'étranger.

Concernant les assassinats en Tchétchénie (d'aucuns parlent même de liquidations), des unités du FSB pratiquèrent des assassinats extra-judiciaires par l'intermédiaire de « groupes spéciaux interarmées », regroupant notamment des spetsnaz. Le GRU lui même grâce à certains bataillons (Vostok et Zapad) entièrement composés de Tchétchènes fidèles au régime de Moscou pratiqua cette méthode.²

Le mode opératoire de ces unités d'élites est d'une redoutable efficacité et il est très rare que les familles retrouvent le corps de la victime. Une des pratiques utilisée est celle de la pulvérisation. On attache le cadavre à un obus remplis de TNT que l'on fait exploser. Difficile d'espérer trouver des preuves.³ Un des assassinats extra judiciaires le plus médiatisé fut celui de Aslan Maskhadov, dernier président autoproclamé de la Tchétchénie. L'un des officiers de l'équipe d'intervention fut à cet effet décoré.⁴

Il faut toutefois rappeler que cette violence n'est pas l'apanage des services de renseignements russes. De même les indépendantistes tchétchènes n'hésitent pas à recourir à des méthodes toutes aussi condamnables.

Ces assassinats ont aussi lieu sur des territoires étrangers. Entre 2008 et 2009 de

1 Andrei SOLDATOV et Irina BOROCHAN dans leur livre *les héritiers du KGB*, collection les moutons noirs, éditions François Bourrin, octobre 2011,p 183.

2 Selon un article du journal russe Kommersant, *Comment les bataillons Vostok et Zapad se sont fait connaître*, 15 avril 2006.

3 Selon un article de Mark FRANCHETTI, *Russian death squads « pulverize » Chechens*, The Sunday Times, 26 avril 2009

4 Andrei SOLDATOV et Irina BOROCHAN dans leur livre *les héritiers du KGB*, collection les moutons noirs, éditions François Bourrin, octobre 2011,p 243.

multiples assassinats ont touché des Tchétchènes en Turquie (Istanbul). Gadji Edilsoultanov, terroriste Tchétchène reconnu par Moscou fut ainsi abattu en plein coeur de la métropole turque. Pour Moscou il ne s'agirait que de règlements de comptes au sein de la diaspora Tchétchène. Néanmoins il semble que les services secrets français n'adhèrent pas à ce point de vue. Selon le juge Philippe Dorcet « *La DGSE nous a informés de la planification d'assassinats de Tchétchènes en France. La récente série d'assassinats en Turquie a attiré notre attention. Nous pensons que tous ces assassinats portent la même marque. Les renseignements reçus nous incitent à étudier de près la possibilité d'une implication russe* »¹.

L'utilisation des nouvelles technologies.

Si les nouveaux services paraissent reprendre à l'identique les méthode du KGB ils savent néanmoins s'adapter au monde d'aujourd'hui. Ayant ingéré la FAPSI, le FSB compte utiliser les nouvelles technologies pour asseoir son pouvoir. Moscou semble vouloir manier de plus en plus la cyber-attaque.

Plusieurs exemples frappants viennent souligner cette affirmation. En 2007, l'Estonie décide de déplacer une statue à la gloire de l'Armée Rouge. Cette décision irrite Moscou au plus haut point (les relations entre les deux États étant extrêmement tendues). Quelques temps plus tard les sites Internet du gouvernement estonien et ceux des grandes banques furent l'objet d'attaques informatiques. En 2008 la Lituanie légiféra pour interdire le port de symboles de l'URSS dans les lieux publics. Un mois plus tard de nombreuses entreprises lituaniennes virent le contenu de leurs sites piraté et remplacé par des photos de drapeaux rouges soviétiques. Enfin, lors de l'invasion de la Géorgie de nombreux sites gouvernementaux furent eux aussi attaqués (on y voyait le président de la Géorgie caricaturé en Hitler).

Reprenant à son compte les anciennes méthodes tout en sachant en développer de nouvelles , les services peuvent lutter de manière efficace contres leurs ennemis. Mais face à un tel pouvoir ne peut on pas affirmer que le KGB est désormais dépassé?

¹ Selon un article du site Axisglobe.com, *French Intelligence to help Turkish secret services to investigate russian hitmen murders*, 23 mars 2009

Chapitre 3: Le KGB dépassé?

En ayant infiltré la société civile jusqu'au plus haut point, le FSB semble désormais pleinement autonome. A la différence du KGB, aucun organe n'est en mesure de le contrôler au sein de la Fédération de Russie **(A)**. Cette absence de régulation semble amener à une forme de perversion des services de renseignement Russe. La galaxie FSB ayant pris le contrôle des centres de décisions, ses membres semblent avoir pris goût au pouvoir et à l'argent. On assiste à la mise en place d'une nouvelle noblesse défendant ses privilèges **(B)**.

A. L'absence totale de contrôle.

Il convient ici de rappeler un fait important. Dans nos sociétés occidentales les organes de renseignement sont contrôlés par plusieurs entités : le Parlement, la Presse et la Justice. Tout puissant qu'il fut le KGB restait soumis à certains de ces organes. En effet tous les agents de cette structure étaient encartés et respectaient la discipline du Parti. Le contrôle exercé par le PC permettait d'endiguer la corruption et de surveiller ses activités.¹

Avec les nouveaux services la situation est considérablement différente. Ceux ci ont réussi à s'affranchir de tout contrôle en réduisant au silence les institutions qui pouvaient leur faire de l'ombre.

Les oligarques « domptés ».

En ayant infiltré de manière très importante les structures de la société civile les organes sont en mesure de faire pression de manière efficace sur leurs opposants politiques.

La première cible à éliminer correspond aux oligarques. Comme nous l'avons vu précédemment ceux ci disposent d'un réel pouvoir politique. Poutine et les organes vont alors faire des exemples. Les services vont tout faire pour mettre hors jeux les oligarques les plus gênants : Berezovski et Khodorkovsky. Le but de cette manœuvre est d'effrayer

¹ Selon un entretien entre Andreï SOLDATOV et Galia ACKERMAN, *Russie: l'heure de gloire du FSB*, parue dans la revue Politique internationale, n°131, printemps 2011.

les autres oligarques pour provoquer leur ralliement.

Berezovski tout d'abord. Magnat des médias, il fit fortune sous Boris Elstine en étant l'actionnaire principal de nombreuses chaînes de télévision. Cette trop grande puissance inquiète Poutine. Sans doute dans le but de remettre la main sur les médias, Poutine et les services décident alors de s'en débarrasser. Il est accusé par les autorités judiciaires de corruption et contraint à l'exil à Londres. En 2002 il est même dépossédé de ses parts dans les chaînes de télévision.

Khodorkovsky quand à lui devenait une menace réelle pour les services et pour la Russie. A la tête de Loukos, entreprise pétrolière phare, il envisageait de la vendre à une entreprise américaine, chose inconcevable pour Poutine. En outre Khodorkovsky venait de faire sienne la lutte contre la corruption et semblait vouloir créer une minorité de blocage au Parlement face à Poutine. Cette situation devenant intolérable les services intervinrent. Un commando du FSB arrêta l'oligarque sur le tarmac de l'aéroport de Moscou en 2003 et il fut accusé de fraude et de blanchiment d'argent. Il fut envoyé dans une colonie pénitentiaire aux frontières de la Chine et Loukos fut démantelée.

Ces deux cas réglés l'impact sur les autres oligarques est immédiat. Ils décident se rallier à Poutine pour éviter ce genre de « désagréments ». Désormais le grand « business » a le droit d'exister tant qu'il n'agit pas contre les intérêts des Tchékistes.

Une opposition « ridiculisée ».

Dans l'opposition de nombreuses voix commencent à s'élever face à la toute puissance des Tchékistes. Du côté de l'opposition libérale Iliya Yachine (leader de plusieurs mouvements de jeunesse libérale) et l'humoriste Viktor Chenderovitch sont des opposants farouches à Vladimir Poutine. A l'extrême droite aussi des voix se font entendre. Edouard Limonov (leader du mouvement National-Bolchévik) et Alexandre Belov-Potkine (leader d'un mouvement contre l'immigration illégale) ne mâchent pas leurs mots à l'égard des Tchékistes. Ils n'hésitent pas à se présenter au peuple comme des hommes incorruptibles et prêt à tous les sacrifices pour lutter contre le régime de Vladimir Poutine.

Les services vont alors tout mettre en œuvre pour les faire tomber de leur piédestal. Tout comme Vladimir Poutine l'a fait en son temps pour faire taire le procureur Skouratov , ceux ci vont utiliser le fameux « piège à miel » : l'instrumentalisation de belles jeunes femmes. Des vidéos vont très rapidement paraître dans la presse. On y voit tous ces opposants durant leurs ébats sexuels et prenant de la cocaïne dans un hôtel préalablement truffés de caméras et de micros. L'effet est désastreux pour l'opposition. Elle a beau nier et crier au complot les dommages sont là. Son discours s'en trouve considérablement amoindrie aux yeux de la population Russe qui les perçoit comme des hypocrites profitant du système sous couvert de belles paroles.¹

Même si les preuves manquent pour mettre en accusation les services de renseignements d'avoir organisé ce coup monté, il est évident que celui ci nécessitait une réelle préparation et un équipement perfectionné. Peu d'organes disposent en Russie de ces capacités.

Une justice « docile ».

Comme nous l'avons énoncé précédemment la Justice semblait, il y a encore une dizaine d'années être un frein à l'ascension du FSB. Thomas C. Muldoon affirmait alors que le FSB était plus faible que le KGB. Qu'en est-il aujourd'hui?

Certains juges et avocats n'ont pas hésité à faire face aux services de sécurités. Ainsi, au sein de la magistrature, Eduard Chuvashov est l'un des rares a avoir envoyé des officiers du Ministère de l'Intérieur en prison. Des avocats tels Stanislav Markelov ou Ivan Khutorskoi travaillèrent pour améliorer les droits de l'Homme en Russie. Ces hommes le payèrent de leur vie. Chuvashov fut assassiné à Moscou le 12 avril 2010 et les deux avocats dans l'année 2009². Si les commanditaires de ces assassinats sont encore inconnus, force est de reconnaître que les juges et avocats s'opposant au système tchékiste sont de moins en moins nombreux.

La Justice semble d'ailleurs avoir retrouvé ses vieux réflexes soviétiques.

1 Cette épisode est mis en lumière par Benoît VITKINE, *Des opposants russes piégés pas des sex-tapes*, www.lemonde.fr le 27 avril 2010.

2 Selon une tribune de Vaclav HAVEL (ancien Président Tchèque), *On tue la Justice en Russie*, reprise sur le site www.liberation.fr le 10 juin 2010

L'indépendance des juges (votée en 1993) n'est plus d'actualité. Dans la droite ligne de leur stratégie d'infiltration les Tchékistes ont pénétré les instances judiciaires. En outre les administrations locales ont perdu le droit de nommer les juges. Les juges de la Cour Suprême sont nommés par le chef de l'État et lui en sont redevables. Cela va souvent même plus loin: les juges se voient dicter leur jugement directement par l'exécutif et donc les Tchékistes.

Les liens entre Justice et services de renseignement sont extrêmement proches. Le juge ne peut s'opposer au FSB et ne doit en aucun cas désavouer l'enquête de l'officier de renseignement. Au niveau statistique 1% des prévenus seulement sont acquittés (10% sous Staline)¹.

Si une affaire devait résumer ces liens entre la Justice et les services de renseignement cela serait sans doute l'affaire Magnitski. Cet avocat d'un fond d'investissement américain se bat contre le vol de titres et de scellés de sa compagnie qui semble avoir été organisé par des officiers des services de sécurité. Mais très rapidement il découvre un vaste réseau de détournement d'argent impliquant de nombreux magistrats et fonctionnaires. En juillet 2008 fort du dossier qu'il a préparé il dépose une plainte devant les instances supérieures. En novembre il est arrêté pour fraude fiscale et mis en détention préventive. Cette détention se passe dans les pires conditions (cellule avec un courant d'air constant, cellule inondée...). Il tombe très rapidement malade et écrit à ses juges et au procureur de la fédération de Russie pour dénoncer ses conditions de détention. Après 11 mois il comparait devant un juge. Le magistrat reconduit son placement en détention. Magnitski meurt 4 jours plus tard.²

Une presse « bienveillante ».

Dans nos démocraties la presse s'avère souvent être un contre-pouvoir efficace et dans de nombreux cas elle a permis de dévoiler les excès de certains de nos services de renseignement. En Russie la situation semble différente.

Après l'éviction des oligarques les Tchékistes ont mis la main sur les grands

1 Thierry WOLTON , *Le KGB au pouvoir* , Folio document, janvier 2009, p 210.

2 Selon l'émission de Patrick PESNOT sur France Inter , *Rendez vous avec monsieur X*, l'affaire Magnitski, 5 novembre 2011.

groupes de télévision. Trois grandes chaînes de télévision sont regardées et totalisent à elles seules 95 % de l'audimat. NTV est rachetée par Gazprom (la multinationale énergétique tenue par les tchékistes), de même pour TVS qui devient une chaîne sportive. Ren TV quand à elle est reprise par des proches du Président. Des études montrent que 38% du temps d'antenne est consacré à Vladimir Poutine et 54% à l'activité du gouvernement.¹ Il reste bien entendu quelques médias indépendants à l'image de Radio écho de Moscou mais ils apparaissent plus comme des alibis pour le pouvoir qu'autre chose.²

Les journalistes quand à eux subissent des pressions importantes. En dix ans 88 d'entre eux ont été tués à l'image de la désormais célèbre Anna Politkovskaïa³. Le Doyen de la faculté de journalisme de Moscou commence toujours son premier cours de l'année avec la phrase suivante « *Si vous avez peur ne devenez pas journaliste* ».

Dans ces conditions il est très peu probable de voir émerger de réels journalistes d'investigations mettant le FSB et les services de renseignements en danger.

Oligarques, Politiques, Justice, Presse, les Tchékistes en ayant recours aux anciennes méthodes et en ayant réussi à infiltrer l'exécutif et la société civile se sont assurés des relais d'opinions à toutes les strates. Cette absence de contrôle et cette autonomie contraste avec la dépendance politique du KGB à l'égard du Parti. Nous pouvons affirmer en cela que le FSB est plus dangereux car plus libre que ne l'était son ancêtre.

Rien ne semble donc en mesure de menacer les services au sein de la société Russe. On va alors assister sous Vladimir Poutine à une réelle transformation. A la base service de renseignement ils vont apparaître aujourd'hui comme une nouvelle noblesse.

1 Selon un article du journal le Point, *Poutine tsar de la télé*, www.lepoint.fr, le 15 mars 2007

2 Thierry WOLTON, *Le KGB au pouvoir*, Folio document, janvier 2009, p 215.

3 A noter le très bon reportage de Marina GOLDOVAÏKA, *Anna Politovskaïa : une vie pour la liberté*, diffusé sur ARTE le 24 février 2012

B. Une nouvelle Nomenklatura.

Disposant désormais de la Fédération de Russie et émancipé de tout contrôle les Tchékistes vont dans un premier temps tenter de créer leur propre idéologie. C'est ce qui différencie les services actuels du KGB. Alors que le KGB soviétique incarnait le projet du Bolchévisme, le FSB semble avoir développé son idéologie propre : c'est la verticalité du pouvoir. Qu'y a-t-il réellement derrière cette notion?

La Verticalité du pouvoir

« *Plus l'État est fort, plus l'Homme est libre* ». Par cette phrase Vladimir Poutine résume la notion de verticalité du Pouvoir. Leur objectif n'est donc pas d'instaurer un régime démocratique à l'occidentale. Les Tchékistes ont la volonté de tracer leur propre voie. Ils veulent certes rétablir l'autorité de l'État mise à mal sous la période Eltsine mais aussi organiser sa suprématie en supprimant tous ses concurrents (institutions, médias). Face aux velléités régionalistes par exemple (horizontalité du pouvoir) les Tchékistes prennent des mesures draconiennes. Le pays est redécoupé en districts fédéraux avec à leur tête des « super préfets » souvent Tchékistes eux même.¹

Mais ce nouveau projet politique, si souvent énoncé par les Tchékistes et Vladimir Poutine n'a rien de bien révolutionnaire. Il ne vise d'une certaine manière qu'à instaurer un État fort. Cette idéologie est marquée par l'absence cruelle d'un réel projet alternatif.

L'absence de réel projet alternatif.

Ce qui frappe dans ce projet politique développé par les Tchékistes c'est l'absence totale de projet idéologique alternatif au capitalisme. En effet si le KGB a certes commis de nombreuses exactions il s'inscrivait pleinement dans la volonté marxiste de transformation radicale de la société et du refus de l'idéologie capitaliste Occidentale. Les actions du KGB avaient toujours un motif idéologique.

Rien de tel pour les nouveaux services qui s'accrochent très bien des logiques

¹ Françoise DAUCE, *la russie postsoviétique*, collection repère, éditions la découverte, novembre 2008, p 66

de marché et du mode de vie des États-Unis Poutine lui même aura cette fameuse phrase « *celui qui veut le retour de l'URSS n'a pas de tête, celui qui ne la souhaite pas n'a pas de coeur* ». Et c'est sans doute ce qui différencie encore aujourd'hui un officier du KGB d'un officier du FSB. Le KGBiste croyait en ce qu'il défendait. Il croyait en la lutte des classe en l'impérialisme américain, était en quête d'un projet réellement alternatif. L'officier du FSB et les Tchékistes n'ont comme perspective que le retour et le maintien d'un État fort ce qui est idéologiquement faible.

Cet abandon d'un projet alternatif se traduit de manière exemplaire à travers symboles. En effet tous les écussons ou insignes des services de renseignements arborent désormais l'aigle à deux têtes , symbole du régime tsariste et abandonné sous l'URSS. Cela prouve bien que le but des Tchékistes n'est pas de proposer autre chose que le retour d'un État fort. La remise en cause du capitalisme n'est pas à l'ordre du jour, d'autant plus que ce système permet aux Tchékistes de s'enrichir de manière considérable.

Le goût de l'argent.

Si les Tchékistes ne proposent pas de réels projets alternatifs ou de changements radicaux de la société c'est sans doute qu'il s'accommodent très bien du système actuel leur assurant de réels avantages matériels.

Effectivement il semble qu'une pluie d'or se soit abattue sur eux depuis leur prise de pouvoir. S'il devait y avoir un exemple flagrant, ce serait sans doute leur datcha dans la Roubliovka : la quartier le plus huppé de Moscou. De nombreux chef du FSB disposent de terrains importants dans cette zone où le foncier est à un prix exorbitant. Les hommes des services ne sont donc plus seulement des serviteurs de l'État ce sont aussi des propriétaires fonciers capables d'influer sur de nombreuses carrières et de favoriser leurs familles et leurs amis. Un véritable système de cooptation se met en marche. Une nouvelle noblesse s'établit.

Les familles ne sont pas en reste et les enfants des hauts gradés Tchékistes se voient offrir de multiples avantages (datchas, terrains...). Mais aussi des hauts postes dans des entreprises privées ou administrations avec le salaire important à la clef. Le fils

de Patrouchev (chef du FSB) a ainsi été conseiller du président du conseil d'administration de la compagnie Rosneft avec un salaire très attractif.¹

Ces « cadeaux » ont néanmoins une explication logique. Le Kremlin à travers eux s'assure de leur loyauté. Alors que les officiers du KGB était fidèle à l'URSS par conviction ou par peur (parfois les deux) les officiers du FSB semblent donc de plus en plus être loyaux par gratification. La base de leur loyauté est donc beaucoup moins stable et rien n'assure dans l'avenir que leur loyauté n'ira pas au plus offrant. Ces Tchékistes apparaissent donc comme une nouvelle Nomenklatura arc-boutée sur ses privilèges et qui fera tout pour les conserver. On est très loin de l'idéal type de l'officier du KGB œuvrant pour la mise en œuvre du communisme mondial.

La nouvelle noblesse

Aux vues de leurs nouveaux privilèges nous sommes en droit de nous poser la question de leur loyauté. Les hommes des nouveaux services sont-ils réellement fidèle à la Russie où ne le sont-ils pas pour des intérêts purement matérialistes? Certains auteurs les considèrent d'ailleurs comme « les nouveaux boyard » . Ils sont donc perçus comme des forces réellement conservatrices qui n'ont plus pour objectif la défense de la Russie mais plutôt de maintenir leur emprise sur la société Russe et surtout leurs privilèges. C'est sans doute en cela que les nouveaux services sont plus dangereux que leur ancêtre. Ils savent que tout changement majeur dans la société aboutirait à la perte de leurs privilèges. Ils n'hésiteront sans doute pas à l'avenir à mettre tous en œuvre pour conserver leurs pouvoirs et ce au détriment du développement de la Russie.

C'est contre cette nouvelle noblesse que de nombreux moscovites sont descendus dans les rues en ce début d'année 2012. L'euphorie des années Poutine semble retomber. Celui ci a certes été acclamé dès les années 2000 pour sa volonté de redonner plus de puissance à l'État mais aujourd'hui la noblesse des oligarques a laissé la place à cette nouvelle noblesse du FSB. La population Moscovite semble se réveiller ne voyant pas ses conditions de vie s'améliorer, et la corruption atteignant un niveau endémique, .

¹ Andrei SOLDATOV et Irina BOROGAN dans leur livre *les héritiers du KGB* , collection les moutons noirs, éditions François Bourrin, octobre 2011,p 117

Il y a fort à parier que les Tchékistes vont déployer tous les moyens pour faire taire cette contestation (achat de la paix sociale, pression diverses...) dans le but de préserver leurs privilèges. En présentant leurs actions comme découlant de « la verticalité du pouvoir » les services tentent de camoufler leur transformation. Leurs actions semblent désormais plus déterminées par la conservation de leurs avantages que par l'intérêt général de la fédération de Russie. Cette perversion semble les ostraciser. Se voyant désormais comme intouchable ils se coupent définitivement de la population.

Conclusion du titre II.

A la lumière de ces considérations pouvons-nous affirmer que le KGB est de retour ?

Les services ont réussi à soumettre leurs opposants en utilisant pour cela les anciennes méthodes du KGB et en infiltrant la société Russe de manière efficace. L'emprise des services de renseignement sur la société Russe est immense. Les organes de contrôle qui limitaient leur pouvoir dans les premières années Elstine ont été infiltrés où subissent des pressions les rendant muets. Les oligarques se sont ralliés ou sont en exil, la presse est sous contrôle ainsi que la Justice et les opposants politiques sont inaudibles. En cela nous pouvons clairement dire que les nouveaux services ont dépassé le KGB. Ils sont pleinement autonomes et indépendants.

Néanmoins l'absence de vision idéologique autre que le retour de l'État et le goût de l'argent qu'ont développé les Tchékistes posent la question de leur fidélité. Ceux-ci ne se battent plus pour un idéal. Leur objectif n'est plus que de conserver le pouvoir qu'ils ont conquis ainsi que leurs privilèges. Tout est entrepris pour éviter un changement radical de la société ou simplement un mouvement de contestation. L'intérêt général qui prévalait à leur création semble avoir laissé à la place à des logiques de classes. Les nouveaux services loin de l'idéal KGBiste sont devenus une nouvelle noblesse.

Loin d'un retour du KGB les organes de renseignement sont devenus une nouvelle Nomenklatura.

Titre III : Au secours de la « citadelle assiégée ».

La reconquête par les Tchékistes de la Fédération de Russie va se doubler d'une reconquête de la sphère internationale. Depuis la chute de l'URSS dans les années 90 l'influence russe ne cesse de reculer. Des zones autrefois sous son contrôle sont désormais dominées par l'Union Européenne ou les États-Unis La Russie apparaît de plus en plus isolée et critiquée pour ses dérives. Face à cette situation les services vont mener une politique agressive de reconquête.

Conscient qu'ils sont isolés sur la scène internationale les services reprennent à leur compte l'idée que la nation Russe est encerclée. L'action du FSB est alors principalement tournée vers la lutte contre toute forme d'ingérence étrangère. Mais en 2001 , le spectre du terrorisme islamiste va être une réelle opportunité pour les Tchékistes. Il va permettre aux services russes de légitimer une grande partie de leurs actions en Tchétchénie et surtout faire sortir la Russie de son isolement international. Les services vont alors faire du terroriste islamique leur objectif principal. **(Chapitre 1)**

De nouveau intégrée dans le concert des nations, la Russie va tout faire pour regagner les zones d'influence qu'elle a perdues. Les services vont être utilisés à de nombreuses reprises notamment dans les pays de l'Est de l'Union Européenne mais aussi dans le Caucase. « L'ours russe » est de retour en Europe. **(Chapitre 2)**

Fort de cette renaissance les Tchékistes vont mener une politique de double jeu face à leurs ennemis de toujours : les États Unis et l'OTAN. La guerre froide serait-elle de retour? **(Chapitre 3)**

Chapitre 1 : Les menaces sur la scène internationale.

Alors qu'ils font face à de nombreuses oppositions internes comme nous l'avons vu dans le titre précédent les services de renseignement doivent continuer la mission traditionnelle et principale qui leur a été confié : la lutte contre l'espion étranger et principalement l'espion occidental. **(A)**. Néanmoins à la suite du 11 septembre 2001 une nouvelle menace semble se profiler pour les services : le terrorisme islamique. **(B)**

A) L'ingérence de puissances étrangères.

La Russie a toujours été un défenseur acharné de la souveraineté absolue des États. Pour ses dirigeants toutes les théories visant à mettre à mal la souveraineté des États sont à bannir. Ils se sont d'ailleurs clairement opposés à des notions telles que le droit d'ingérence humanitaire ou plus récemment la responsabilité de protéger¹. Cette vision partagée aujourd'hui par les services s'explique historiquement et géographiquement mais surtout politiquement.

Un sentiment d'encerclement toujours présent.

Dès la création de l'URSS, celle-ci développe (à juste titre) la notion de « citadelle assiégée ». En 1917 la Russie est sous la menace de l'Allemagne à l'Ouest mais aussi des forces blanches tsaristes qui tentent de reconquérir leur pouvoir par le Nord. Enfin les relations avec le Japon n'ont pas été apaisées depuis la guerre de 1905. Avec la théorie de l'endiguement² développée par les États-Unis pendant la Guerre Froide, le sentiment d'une Russie encerclée s'est accrue. Il suffit à cet égard d'observer une carte de la Russie entourée par les bases américaines à l'époque pour s'en convaincre.

1 Pour une explication détaillée de la notion de « responsabilité de protéger » se reporter au site www.diplomatie.gouv.fr dans la rubrique : enjeux internationaux>ONU>Domaines d'actions>Les nouveaux enjeux.

2 La politique de l'endiguement visait à stopper l'extension des zones d'influence soviétique et contrer les États susceptibles d'adopter le communisme.

Cette rhétorique de l'encerclement est reprise aujourd'hui et instrumentalisée par les Tchékistes. Pour eux la Russie est toujours assiégée par les puissances occidentales à l'Ouest mais aussi au Sud dans le Caucase . La récente conversion de la Géorgie au mode de vie américain par l'intermédiaire de son président Sakajvili est un exemple frappant. A l'Est le Japon et la Vème flotte américaine parachèvent cet encerclement.

Les services vont utiliser ces différents éléments pour faire naître un sentiment nationaliste dans la population doublé d'un sentiment de peur d'une hypothétique intervention étrangère. Les Tchékistes ont, consciemment, avec cette rhétorique intensifié un climat de menaces et de méfiance dans le but de fédérer la population russe autour de leurs idées. Le but est de construire une image de l'ennemi comme étant l'agent étranger.

Étant officiellement les protecteurs de la Russie les services ont la charge de lutter, comme leurs ancêtres, contre toutes formes d'ingérences étrangères. Cette rhétorique de la « citadelle assiégée » permet, en intensifiant la menace, de faire accepter à la population un recul de ses libertés en désignant l'agent étranger comme l'ennemi. Les services vont en conséquence, dans les années 2000, se concentrer sur la recherche et l'élimination de toutes pénétrations d'agents étrangers dans le pays.

La surveillance des ONG.

Vladimir Poutine a indiqué que la menace principale de la Russie était en 2000 l'espionnage international. Pour lui, les services secrets étrangers agissent pour déstabiliser la Russie sous couvert de « *diverses organisations civiles et écologiques* » et insiste pour que la surveillance de ces structures soit constante et permanente.¹ Dans leur lutte contre toutes formes d'ingérences étrangères les services vont donc se concentrer sur une structure type accusée d'être un nid à espions : les organisations non gouvernementales.

Une véritable campagne a été organisée pour enquêter sur les ONG et capturer des espions étrangers. Ainsi en août 2000 le FSB accusa d'espionnage l'ONG britannique

¹ Vladimir Poutine : « *La Russie n'est pas sous la menace d'un coup d'Etat* », du journal Komsomolskaïa Pravda, 8 juillet 1999.

Halo Trust chargée du déminage de mines anti-personnelles en Tchétchénie. Le FSB l'accusa de vouloir apprendre aux indépendantistes tchéchènes la fabrication d'explosifs.¹ Les Tchékistes ciblerent également des organisations écologiques. En 2002 le FSB perquisitionna dans les locaux d'une association écologique luttant pour la préservation du lac Baïkal au motif qu'elle aurait divulgué des secrets d'État et serait financée par des organes de renseignement étrangers. Néanmoins quelques temps plus tard les membres de l'association furent tous relaxés.²

Face aux hypothétiques implications de ces ONG Vladimir Poutine n'hésitera pas à dire « *On ne peut que regretter que ce scandale ait entaché la réputation des ONG. Mais les ONG doivent se montrer plus regardantes au moment d'accepter l'aide financière qui leur est proposé* »³

L'espion américain: ennemi de toujours.

S'il est une affaire qui a renforcé les Tchékistes dans leur conviction que les services occidentaux -et spécialement les États-Unis- veulent déstabiliser la Russie, c'est l'affaire Soutiaguin.

Igor Soutiaguin est un expert militaire. Consultant pour une firme londonienne, il est arrêté par le FSB au motif qu'il aurait transmis des informations secrètes à un service étranger, en l'occurrence les États-Unis. Cependant le FSB échoua véritablement lors du procès à prouver ce fait et Soutiaguin apparut comme un innocent persécuté par les services de renseignement. Il fut néanmoins enfermé à Lefortovo après un second jugement expéditif et sujet à débat. Les organisations des Droits de l'Homme commencèrent à en faire un exemple pour dénoncer le système russe et ses dérivés. Mais en 2010 la situation changea du tout au tout. Les États-Unis ayant récemment arrêtés des espions russes sur leur territoire décidèrent d'effectuer un échange avec la Russie. Un des hommes demandés par la superpuissance était Soutiaguin.⁴

1 *UK Charity teaching Chechens to make Bombs, say Russians*, Reuters, 10 août 2000

2 *La vague de Baïkal : nous étions sereins dès le départ car nous n'avons enfreint aucune loi*, www.anti-atom.ru, 24 novembre 2002.

3 Discours prononcé lors d'une session du Collège du FSB le 7 février 2006 que l'on peut retrouver sur le site www.putin.vipperson.ru

4 Andreï SOLDATOV et Irina BOROCHAN *les héritiers du KGB*, collection les moutons noirs, éditions François Bourrin, octobre 2011, p 60.

Cela ne prouve qu'une chose Soutiaguin était bien un espion aux services des États- Unis. Cela conforta les services dans leur analyse de la situation internationale. Pour eux (et cette affaire semble leur donner raison) les services occidentaux tentent de s'ingérer dans les affaires de la Russie. Le FSB reste donc le seul organe en mesure de lutter contre l'ingérence étrangère. C'est d'ailleurs sa mission historique.

Une Russie isolée.

Cette vision d'un État encerclé va amener la Russie à se marginaliser sur la scène internationale. Véritables histoires d'espionnages ou non ces affaires développent un climat de méfiance délétère dans le pays et isole la Russie diplomatiquement. Si l'on ajoute à cela les exactions commises pendant la première guerre de Tchétchénie la Fédération est, à l'aube du 21ème, siècle extrêmement seule dans le Monde. Or dans le système international un État seul et sans alliance est un État faible. Les Tchékistes vont alors s'atteler à mettre fin à cet isolement. Un événement inattendu va leur permettre de réaliser cet objectif : les attentats du 11 septembre 2001.

B)Le terroriste islamiste comme nouvel ennemi.

Comme nous venons de le constater à la veille des attentats la Russie est isolée diplomatiquement. Elle est vue par de nombreux États comme un État en faillite. Le 11 septembre 2001 va changer la donne et va, par là même, réorienter l'action de ses services de renseignement.

Le 11 septembre 2001 change la donne.

Lorsque l'Amérique est frappée sur son propre sol par les attentats organisés par Al-Quaïda le premier Président à avoir appelé Georges W. Bush pour lui apporter son soutien sans failles dans cette nouvelle guerre contre le terrorisme fut Vladimir Poutine. Comment expliquer une telle rapidité?

Les Tchékistes voient dans ces attentats l'opportunité qu'ils attendaient pour sortir de leur isolement international. En effet Vladimir Poutine propose au Président Bush lors

de leur entretien de s'engager pleinement dans cette guerre contre le terrorisme. Il permet le survol d'avions américains pour aller en Afghanistan mais aussi l'implantation de bases américaines dans les républiques d'Asie centrale sous influence russe¹. Néanmoins il y a une contrepartie à l'engagement de la Russie dans cette nouvelle guerre: lui laisser carte blanche pour résoudre le problème Tchétchène. Vladimir Poutine va en effet tout faire pour établir un lien entre les indépendantistes Tchétchènes et le terrorisme islamique.

Les terroristes islamistes devinrent la cible principale des enquêtes du FSB. Le 13 septembre 2001 le général Aleksandr Zdanovich, un des chefs du FSB, expliqua que les groupes indépendantistes qui opéraient en Tchétchénie avaient reçu une instruction dans des camps d'entraînement en Afghanistan sous la direction de Ben Laden lui même. Le 17 septembre les services annoncèrent qu'ils avaient découvert dans un appartement d'un indépendantiste Tchétchène les plans d'un Boeing 737 et des instructions de pilotage. Enfin une semaine plus tard le FSB publia des preuves que le terroriste Arabe Khatatab qui se bat en Tchétchénie était financé directement par Ben Laden.²

Le lien entre terrorisme islamique et indépendantistes Tchétchènes est établi. Pour les Tchékistes l'objectif est atteint. Les critiques des ONG concernant les exactions commises par les troupes russes en Tchétchénie n'ont plus aucun écho. La Russie retrouve alors sa place dans le jeu international et devient un acteur majeur dans la lutte contre le terrorisme. En mars 2002 Moscou fut même chargée d'accueillir une délégation de plus de 100 représentants des services de renseignement du monde entier pour discuter des méthodes de lutte contre le terrorisme.³

L'objectif des Tchékistes est donc accompli. En se servant du 11 septembre ils ont réussi à faire rentrer la Russie dans le jeu international. En outre ils ont désormais les mains libres pour régler le problème Tchétchène.

Les services ont les mains libres.

Deux événements marquant vont symboliser cette nouvelle liberté pour lutter contre

1 Youri LEVADA et Marie MENDRAS, *L'alliance opportuniste de Vladimir Poutine et George W. Bush*, consultable sur le site www.ceri-sciences-po.org, janvier 2007, p.3.

2 Selon un rapport du Conflict Studies Research Center rédigé par Gordon BENNET « *Vladimir Putin and Russia's special services* » Aout 2002 p. 37

3 *Ibid*

les terroristes Tchétchènes : l'assaut du théâtre moscovite et la crise de Beslan. Libéré de toutes contraintes (car justifiées par la guerre contre le terrorisme) les services vont utiliser la force à deux reprises, sans aucune crainte des conséquences.

Le premier évènement est la prise d'otage dans un Théâtre dans la banlieue de Moscou par des terroristes Tchétchènes. 41 terroristes prirent en otage plus de 920 personnes et les regroupèrent dans la salle de spectacle. Plusieurs terroristes étaient des « veuves noires », des femmes dont les maris ont été tués en combattant l'armée russe en Tchétchénie. Celles ci ont la particularité d'être vêtues de noir. Ceinturées d'explosifs elles sont disposées au centre des otages pour un effet maximal en cas d'explosion. Très rapidement les services de renseignement furent contactés. Trois jours durant des négociations sont tentées (notamment par l'intermédiaire d'Anna Politkovskaïa) mais rien n'aboutit. Les terroristes ont comme exigence la fin des combats en Tchétchénie ce qui est inacceptable pour Moscou.

Les spetnaz sont très rapidement disposés autour du Théâtre prêts à agir. Le risque principal consistait en ce que le bâtiment soit miné par les terroristes. Néanmoins dans la nuit du 25 au 26 octobre l'ordre est donné aux services d'attaquer après avoir préalablement utilisé un gaz mortel fourni par le laboratoire du FSB: le fentanyl ¹. Ce gaz est deux cent fois plus efficace que la morphine. Le bilan est lourd : tous les terroristes sont morts mais 130 otages sont décédés. ²

Sous couvert de la lutte anti-terroriste les services et Vladimir Poutine sont désormais en mesure de répondre aux terroristes par la force et ne céder sous aucun prétexte. Cette situation va se rejouer quelques temps plus tard.

Le premier septembre 2004 une quarantaine de terroristes lourdement armés pénétrèrent dans une école à Beslan en Ossétie du Nord. Ils prennent en otage plus de 1100 personnes dont 770 enfants et exécutent immédiatement une douzaine d'hommes. Très rapidement alertés les services déploient de nombreuses équipes aux abords de l'école. Tout comme la crise du théâtre les terroristes demandent de négocier avec Anna

1 *Nord-Ost. L'enquête inachevée. Événements, faits, conclusions*, Association régionale pour la défense des victimes des attentats de Nord-Ost, Moscou, 2006, p.178.

2 Andreï SOLDATOV et Irina BOROGAN *les héritiers du KGB*, collection les moutons noirs, éditions François Bourrin, octobre 2011, pp 197-200.

Politkovskaïa Celle ci prend un avion pour l'Ossetie du Nord mais durant son voyage elle fait un malaise grave et doit être hospitalisée en urgence à Moscou. Elle affirme avoir été empoisonnée¹. Il est envisageable que le FSB ne souhaitant pas négocier l'ai mise à l'écart. Quoi qu'il en soit le troisième jour de la prise d'otage l'assaut fut ordonné aux services. Mal coordonnés ceux ci subirent une dizaine de pertes. Le bilan est catastrophique : 334 otages tués dont 186 enfants.

Ces deux épisodes contrastent avec la prise d'otage de 1995 dans un hôpital russe par le leader Tchétchène de l'époque Movsar Baraïev. Après s'être échappé il était apparu en Tchétchène comme un héros. Marqués à jamais par cet évènement vécu comme un aveu de faiblesse les services ont juré de ne plus jamais faire la même erreur.

Ces deux épisodes mettent donc en lumière un fait nouveau. Moscou et les Tchékistes ont désormais la capacité de prendre les décisions les plus dures et les plus dramatiques pour la population sans céder d'un pouce aux exigences des terroristes. Les services savent désormais que les pays occidentaux ne s'opposeront pas à leur méthodes. Sous couvert de la lutte terrorisme islamique en Tchétchène ils sont donc en mesure de pacifier la région selon leur méthodes.

1 Anna POLITKOVSKAIA, *Poisoned by Putin*, the Guardian, 9 septembre 2004

Chapitre 2 : Le retour de « l'Ours Russe » en Europe.

Désormais de retour sur la scène internationale par l'intermédiaire de la lutte contre le terrorisme, les Tchékistes vont intervenir de manière massive dans les affaires de l'Europe. Les services vont tout faire pour que des pays amis ne basculent pas dans le camp occidental **(A)**. En outre les Tchékistes vont déstabiliser ou reconquérir les régimes qui sont historiquement sous influence russe **(B)**.

A. Les services et l'étranger proche.

Les Tchékistes ont une vision bien définie de la géopolitique européenne. Pour eux certains États sont et doivent demeurer sous influence Russe. Ils ne sauraient tolérer aucunes dérives vers l'Occident. Les révolutions de couleurs dans sa zone d'influence et les revendications démocratiques qui en découlent font peur aux Tchékistes. En effet elles peuvent mettre en péril le système qu'ils ont mis vingt ans à établir. Les services vont alors tous faire pour protéger ces républiques sœurs

Le cas de l'Ukraine.

S'il est bien un pays que les Tchékistes ne veulent pas voir tomber dans le giron occidental c'est bien l'Ukraine. Historiquement décrite comme le grenier à blé de l'Union soviétique celle ci est devenue officiellement indépendante à la chute de l'URSS. Néanmoins « *sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire* »¹ Un gouvernement pro-russe était aux commandes jusqu'aux récents évènements de la révolution orange. Car l'Ukraine est divisée. Sa population se déchire entre deux aspirations : occidentale et russe. Les pro-russes sont bien entendu soutenus par la Fédération de Russie de manière importante. Les Tchékistes considèrent l'Ukraine toujours comme étant un allié naturel de la Russie. D'un point de vue économique il est nécessaire que l'Ukraine se tourne vers la Russie. Celle ci lui achète ses matières agricoles tandis que l'Ukraine est extrêmement dépendante du gaz russe. Les relations à la chute de l'URSS restaient donc

¹ Selon l'expression de Zbigniew BREZINSKI, *The grand Chessboard*, Basic Books, Septembre 1998

amicales entre les deux États et les occidentaux considéraient l'Ukraine comme étant dans la zone d'influence russe. Ils n'intervenaient donc pas dans ses affaires.

La situation change cependant du tout au tout avec la révolution populaire de 2004. En 2004 l'élection présidentielle ukrainienne voit s'affronter le pro-russe Viktor Ianoukovitch au pro-occidental Viktor Iouchtchenko (et son alliée Ioulia Tymochenko). Viktor Ianoukovitch est donné vainqueur par les médias mais de nombreux ukrainiens perçoivent ce résultat comme truqué. Les protestations prennent rapidement de l'ampleur. La couleur orange est alors arborée par les manifestants et la presse commence à parler de « révolution orange ». La cour suprême devant l'ampleur des manifestations se voit dans l'obligation d'annuler le scrutin. Il faut noter que nombreuses de ces manifestations sont financées directement par les États-Unis (qui voit dans l'Ukraine des débouchés énergétiques possibles)¹. Pour les Tchékistes cette intervention à peine voilée dans leur zone d'influence des américains est intolérable.

Ayant désormais repris les méthodes des anciens services, comme nous l'avons vu dans le titre II de ce mémoire, il est probable que les services aient tenté de résoudre la crise de manière brutale : en éliminant leur opposant principal Viktor Iouchtchenko. Celui-ci tombe en effet gravement malade pendant l'élection présidentielle. Cette soudaine maladie l'affaiblit et le marque au visage de manière importante. Un empoisonnement à la dioxine est alors évoqué.² C'est un désastre sur toute la ligne pour les services. Non seulement l'opposant ne meurt pas mais il apparaît comme victime d'un complot russe et sa cote de popularité explose. Le 26 décembre 2004 il est élu président de l'Ukraine lors d'une nouvelle élection.³

Pour les Tchékistes c'est une défaite. L'élection de cet opposant rapproche l'Ukraine de l'OTAN et de l'Union Européenne et semble la basculer dans le camp occidental. Au niveau des services de sécurité ceux-ci craignent une contagion de ces mouvements révolutionnaires à d'autres pays de la zone, notamment la Biélorussie.

A la suite de cet échec majeur du FSB les tchékistes vont devoir attendre 6 ans

1 Jean-Marie CHAUVIER, *Les multiples pièces de l'échiquier ukrainien*, Le Monde diplomatique, janvier 2005.

2 *Iouchtchenko empoisonné à la Dioxine*, RFI, 12 décembre 2004

3 Selon Eric DENECE du Centre Français de Recherche sur le Renseignement.

pour voir l'Ukraine revenir dans la zone d'influence Russe. En effet l'élection présidentielle de 2010 voit le pro-russe Ianoukovitch accéder à la fonction suprême (profitant de grandes divergences entre Iouchtchenko et Tymochenko). Dès cet instant les relations entre Ukraine et Russie se normalisent. Les services de sécurité ukrainiens semblent d'ailleurs renouer avec leurs vieux démons et prendre exemple sur le FSB. Tymochenko est en effet emprisonnée depuis 2010 pour abus de pouvoir aggravé ce qui ne semble pas gêner outre mesure les Tchékistes.

L'Ukraine, malgré l'épisode de la révolution orange qui a durablement marqué les esprits des services de renseignement demeure encore aujourd'hui dans la zone d'influence russe.

La Biélorussie.

Il existe un autre État que les Tchékistes entendent protéger de toute influence occidentale : la Biélorussie. Depuis 1997 cet État est engagé dans un processus d'union de type confédéral avec la Russie. Le président de la république Loukachenko est régulièrement élu avec plus de 70% des suffrages et s'attire les foudres de l'OSCE qui évoque un scrutin imparfait accompagné de nombreuses fraudes. La Russie s'empresse de son côté de féliciter le président pour son élection.

Outre ses lacunes en matière démocratique la Biélorussie reste un État intéressant à étudier en matière de service de renseignement. En effet ici la comparaison avec la Russie est flagrante. La Biélorussie ne semble pas avoir évolué depuis la chute de l'URSS à tel point que son service de sécurité et de renseignement est nommé KGB. Sa fonction tout comme le FSB est la traque des espions occidentaux. A cet effet il faut noter la récente affaire de 2007 où les services secrets biélorusses ont découvert un réseau d'agents polonais en activité.¹ Ces espions avaient semble-t-il pour mission de trouver des renseignements sur des missiles russes.

Mais les services biélorusses paraissent avoir un deuxième intérêt pour les Tchékistes. Ils auraient pour but d'assurer la vente d'armes à des pays voyous comme l'Irak, la Libye ou encore l'Angola. Cela ne fait que reproduire l'ancien schéma soviétique.

¹ *Belarus smashes Polish spy ring*, www.news.bbc.co.uk, 16 juillet 2007

Effectivement, à l'époque seule l'URSS produisait des armes. Mais de tous les pays du pacte de Varsovie seule la Tchécoslovaquie avait le droit de vendre des armes. Ce ne sont que des suppositions mais peut être qu'aujourd'hui Minsk a remplacé Prague.

Ayant de réelles affinités les deux pays envisagent même de fusionner. Vladimir Poutine l'a d'ailleurs évoqué à plusieurs reprises¹. Cette fusion permettrait d'éviter toute tentation démocratique et de tuer dans l'œuf une révolution de couleur qui toucherait la Biélorussie.

B.La reconquête des zones d'influences perdues.

Les Tchékistes n'ont pas été en mesure de s'opposer dans les années 90 à une occidentalisation de certains pays habituellement dans leur zone d'influence. Ils vont alors tout faire pour les déstabiliser.

Le nouvel ennemi géorgien.

A la sortie de l'URSS la Géorgie était traditionnellement un État dans la zone d'influence Russe. Jusqu'en 2004 son président, Edouard Chevardnaze, était pro-russe. Mais en 2003 la révolution populaire dite révolution des roses (et sorte d'avant goût de la révolution orange d'Ukraine) transforma radicalement la situation politique du pays. Des fraudes électorales sont dénoncés par de nombreux manifestants et de nouvelles élections ont lieu. C'est le candidat pro-occidental qui gagne alors les élections : Mikheil Saakachvili. Pour Moscou et les Tchékistes c'est un véritable camouflet. La Géorgie passe dans la zone d'influence occidentale. Elle devient en outre membre du GUAM, Organisation pour la démocratie et le développement qui a pour but de lutter contre l'influence de la Russie. Cette organisation regroupe l'Ukraine et la Moldavie. La Géorgie se rapproche alors de manière importante des États-Unis et de l'OTAN.

Les Tchékistes ne peuvent risquer une intervention directe. Ils vont cependant patiemment attendre une erreur d'appréciation du président pour intervenir et réaffirmer leur force dans la région. Cette erreur viendra en 2008.

¹ *Poutine pour une fusion Russie/Bélarus*, AFP, 1er août 2011.

Pour répondre aux volontés indépendantistes , et à la suite de plusieurs accrochages dans les deux régions que sont l'Ossétie du Sud et l'Abkazie, le gouvernement géorgien décide l'envoi de l'armée. Or ces deux provinces sont à prépondérance russe. Néanmoins Mikheil Saakachvili se croyant protégé par ses nouvelles alliances et notamment par les États-Unis ignore les menaces de Moscou. Le 7 août 2008 les forces armées géorgiennes prennent d'assaut les deux régions. La réaction russe est immédiate. Medellín mobilise l'armée russe qui intervient dans un souci de protection de la population russe d'Ossétie du Sud. Leur victoire est totale, les forces géorgiennes sont écrasées et la capitale Tbilissi est à portée de canon. Après une médiation du président français Nicolas Sarkozy un cessez le feu est déclaré mais les troupes russes restent sur place.

Les services de renseignement russes ont joué un rôle majeur dans cette offensive. Le GRU tout d'abord a mobilisé de nombreux bataillons de spetnaz dont le fameux bataillon Vostok qui est habituellement stationné en Tchétchénie¹. Ces forces d'élites ont pu très rapidement défaire les troupes géorgiennes certes bien équipées mais mal entraînées. Face à des unités ayant combattu pendant de nombreuses années en Tchétchénie l'armée géorgienne ne pouvait pas faire le poids. De plus, il est à noter que de nombreuses attaques informatiques ont précédé l'assaut. Ces attaques visaient les infrastructures politiques du gouvernement géorgien et comparaient Sakajvili à Hitler². Même si dans le cas de ces attaques il est impossible de déterminer la source, il est possible de s'orienter vers le FSB . En effet celui ci depuis la disparition de la FAPSI dispose de réels pouvoirs dans le cyber-espace.

Cette épisode marque le retour de la puissance Russe en Europe. Désormais les occidentaux sont prévenus, les Tchékistes ne céderont plus un pouce de terrain et se réapproprient ce qui leur revient de droit. Et, comme nous venons de le constater , les services de renseignement sont le fer de lance de cette reconquête

1 Lieutenant colonel Renaud FRANCOIS, *Géorgie : bilan d'une désastreuse aventure militaire*, www.esisc.net, 24 septembre 2008.

2 Nicolas ARPAGIAN, *La cybersécurité*, collection Que sais-je, PUF, 2010, p 27.

Les Pays Baltes

Indépendants depuis 1991, les trois États Baltes que sont l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ne cessent de s'éloigner de la sphère d'influence de la Russie. Refusant d'intégrer la CEI ils rejoignent en 2003 et 2004 l'Union Européenne et l'OTAN. Pour les Tchékistes cette situation est inacceptable car ces pays sont considérés dans la psychologie russe comme intrinsèquement liés à la Russie. Il s'agit donc à leurs yeux d'une forme de trahison d'autant que les trois pays possèdent d'importantes minorités russophones.

Face à cette situation les Tchékistes ne peuvent intervenir militairement comme en Géorgie car les pays Baltes sont sous la protection de l'OTAN. Ils vont alors s'y prendre plus subtilement pour reconquérir leur influence dans les Pays Baltes.

Les services de renseignement sont plus à même d'étendre l'influence russe dans ces pays. Le FSB a réactivé toutes les anciennes cellules du KGB . Le but est encore une fois d'infiltrer des pans entiers de la société civile pour présenter au mieux l'action de la Russie. A cet effet la participation de capitaux russes dans les sociétés lituaniennes est en constante augmentation depuis 5 ans. Certains vont même jusqu'à affirmer que dans l'armée , ceux qui ont fait une académie militaire soviétique se trouvent maintenant favorisés dans leur avancement et occupent des postes clefs.¹ La stratégie d'entrisme héritée de l'Okhrana tourne à plein régime, d'autant plus que les États-Unis semblent plus intéressés par le Moyen Orient ou le Caucase que par les Pays Baltes. Un journaliste estonien n'hésite pas à écrire « *les services secrets russes en Estonie ont retrouvé leur niveau d'avant la Guerre Froide. Ils y sont attirés par un milieu linguistique propice, l'appartenance à l'OTAN et une économie développée* »²

En 2007 les services semblent avoir augmenté la pression d'un cran supplémentaire. En Estonie à cette époque de nombreuses tensions persistent entre le gouvernement et la minorité russophone. Ces tensions culminent avec la décision de déplacer une statue à la gloire de l'armée rouge qui engendre de nombreuses émeutes. Durant ces émeutes, les principaux sites du Gouvernement et des grandes banques furent

1 Selon l'ambassadeur honoraire de Lituanie Richard BACKIS, dans un entretien au site www.diploweb.com, 9 mars 2006

2 Dans un article du journal Pohjarannik de février 2002

l'objet d'une vaste attaque informatique.¹ Comme dans le cas de la Géorgie il n'y a pas de preuves pour accuser directement la Russie. Néanmoins on peut légitimement se poser la question. A qui profite le crime?

Comme nous venons de le constater les services sont en mesure de réagir en Europe et de défendre leurs intérêts. Les Tchékistes ont réussi à faire oublier les échecs de la période Elstine. Désormais tous les pays occidentaux sont prévenus : La Russie est de retour en Europe et elle est en capacité de défendre ses zones d'influence mais aussi de déstabiliser ses adversaires.

1 Nicolas ARPAGIAN, *La cybersécurité*, collection Que sais-je, PUF, 2010, p 26.

Chapitre 3 : Vers une nouvelle Guerre Froide?

Désormais de retour en Europe les Tchékistes vont s'affairer pour redonner à la Russie son statut (du moins dans la forme) de puissance mondiale. Ils ne vont plus hésiter à s'opposer à la superpuissance que sont les États-Unis à tel point que certains experts parlent d'un retour à la Guerre froide¹. Décomplexés les Tchékistes vont alterner attaques frontales et stratégie de contournement pour lutter contre l'Occident **(A)**. Néanmoins face à ce retour d'une Russie agressive les États-Unis n'entendent pas rester inactifs **(B)**.

A. Une Russie décomplexée face aux États-Unis

Confiant en leur nouveau pouvoir les Tchékistes vont tout faire pour s'opposer au monde occidental et à son leader, les États-Unis. Ils vont ainsi élaborer une stratégie duale. Ils vont d'une part multiplier l'espionnage dans les pays occidentaux, mettant ces États dans une posture purement défensive. En d'autres part ils vont tisser un réseau d'alliance visant à contourner leur encerclement supposé.

Agir sur le sol de l'ennemi.

Les services de renseignement n'hésitent plus à agir dans les pays occidentaux et chez l'allié le plus proche des États-Unis : le Royaume-Uni. Selon le MI6 (la DGSE anglaise) alors qu'il n'y avait plus qu'un seul résident des services de renseignement russes en 1991 à Londres, les services anglais en dénombrent aujourd'hui plus d'une vingtaine (sans compter les illégaux). L'affaire Litvinenko est ainsi symptomatique de cette nouvelle confiance qu'ont développée les Tchékistes. Ce lieutenant colonel du FSB a dénoncé un complot visant à assassiner l'oligarque en exil Berezovski. Poursuivi par le FSB il se réfugie à Londres. Il publie alors de nombreux articles à charge sur Vladimir

¹ Alain RODIER, *Note d'actualité N°164, Russie: les services secrets relancent la guerre froide*, www.cf2r.org

Poutine et les Tchékistes. En novembre 2006 il est empoisonné. Il perd ses cheveux et sa moelle osseuse. Les experts concluent à l'utilisation du polonium 210. Il meurt le 23 novembre.¹ Pour les États-Unis et le Royaume-Uni, l'implication des services russes ne fait aucun doute.

Loin de s'arrêter à cette affaire les services vont aussi pénétrer la société américaine elle même. Ainsi il semblerait que de nombreux agents russes (dormants depuis la chute de l'URSS) aux États-Unis aient été réactivés par les Tchékistes et le SVR². Ce réseau avait donc pour but de s'immerger totalement dans la société américaine. Il disposait pour cela de comptes approvisionnés et d'identités fictives. Certains de ces agents avaient par exemple pour but d'approcher des étudiants américains , spécialement ceux souhaitant entrer à la CIA. L'objectif étant de refaire l'Histoire des « 5 de Cambridge ». Ce réseau a cependant été démantelé en 2010 par les services américains sans doute sur les indications d'une taupe comme nous l'avons signalé dans le titre I de ce mémoire.

A la lumière de ces deux exemples il apparaît donc que les services de renseignement russes ont la volonté mais aussi les moyens de porter l'espionnage chez leurs adversaires, aussi puissants soient ils.

La stratégie de contournement.

Les services sont toujours persuadés que Washington souhaite isoler et encercler la Russie. Ils se basent à cet effet sur les nombreuses bases américaines présentes à leurs frontières. Les Tchékistes vont alors tenter par tous les moyens de contourner cette stratégie d'encercllement en tissant des liens avec les adversaires traditionnels des États-Unis L'ennemi de mon ennemi est mon ami.

S'il est un État qui est souvent en conflit avec les États-Unis c'est bien la Chine. Méfiant dans un premier temps envers son voisin (l'Histoire entre les deux géants a souvent été ponctuée de guerres) les Tchékistes vont très rapidement tout faire pour se rapprocher du géant asiatique. Ce rapprochement s'effectue dans le cadre des accords de

¹ Andreï KOZOVOL, *Les services secrets russes : des Tsars à Poutine*, Tallandier, 2010, p. 325

² Alain RODIER, *Note d'actualité N°219, Russie- Etats-Unis : que cherchaient les espions russes aux Etats-Unis?*, www.cf2r.org

Shanghai de 2001 et qui aboutissent à la création de l'organisation de coopération de Shanghai¹ dont les deux principaux États membres sont la Chine et la Russie. Un de ses buts revendiqués est la sauvegarde de la paix, la sécurité et les stabilités régionales. En outre la coopération diplomatique et économique est renforcée. Ces accords ont abouti en 2012 à des manœuvres militaires conjointes entre les deux États se déroulant en mer Jaune.² En matière de renseignement la convention de Shanghai énonce que les services de renseignement doivent s'entraider en cas de demande directe de coopération et les procédures d'extraditions sont simplifiées.³

Ce rapprochement n'est pas désintéressé. Cela permet à la Russie de s'ouvrir sur l'Est et à la Chine de compter sur un partenaire de poids pour faire face à la réorientation des États-Unis sur le Pacifique . Il faut ajouter à cette nouvelle alliance une réelle convergence de point de vue en matière diplomatique notamment sur la question de la Libye et de la Syrie. Les deux États défendent en effet un vision de la souveraineté des États totale et refusant la notion de droit d'ingérence ou encore de responsabilité de protéger.

Le dossier Iranien.

Toujours en recherche d'ouverture au moyen Orient , la Russie s'est très tôt intéressée à l'Iran. En contrepartie l'Iran a très vite compris que Moscou pouvait être un allié de poids dans sa stratégie nucléaire. Les relations commerciales entre les deux pays ne cessent de croître et en 2005 l'Iran obtient même un siège d'observateur à l'organisation de coopération de Shanghai En matière d'armement l'Iran fait de plus en plus appel à la Russie notamment du fait que les pays occidentaux aient interdit toutes exportations d'armements vers ce pays. Enfin sur le dossier nucléaire les deux pays coopèrent avec plus ou moins de difficultés. Cependant le ministre de l'énergie russe Chmatko a participé à l'inauguration de la centrale de Bouchehr en 2011 construite en coopération entre les deux États

Le fait que les Tchékistes se montrent si bienveillants envers ce pays (encore dans

1 Le site de l'organisation est le suivant : www.sectesco.org

2 *Manoeuvres militaires Chine-Russie*, AFP, 22 avril 2012

3 *Normative documents : Shanghai Convention on combatting terrorism, separatism and extremism*, www.ecrats.com

la liste des « *rogues states* » pour les États-Unis) s'explique par la recherche d'un accès sur le moyen Orient et donc d'influer sur certaines décisions notamment à l'ONU. Cela permet aussi de rééquilibrer les rapports de forces dans la région où la présence américaine est majeure.

Face à cette Russie décomplexée et à cette volonté d'expansion mondiale des Tchékistes la réaction américaine ne s'est pas fait attendre.

B.La riposte de l'oncle Sam.

Les États-Unis bien que tournés vers le Moyen-Orient voient d'un mauvais œil ce réveil brutal et agressif de la Russie. D'abord considéré comme partenaire dans la lutte anti-terroriste la Russie est devenue un pays dont il faut se méfier pour Washington qui ne compte pas rester sur la défensive.

La CIA contre-attaque.

Comme énoncé précédemment en 2010 a eu lieu une affaire digne des plus grands feuilletons de la guerre froide. Sur le tarmac de l'aéroport de Vienne les États-Unis et la Russie se sont échangés des espions. Cette affaire met en exergue une donnée fondamentale. La CIA aussi espionne la Russie. En effet loin d'être à la traîne en matière de retournement de citoyens russes la CIA semble avoir réussi quelques coups de maître.

Ainsi un des hommes échangé sur ce tarmac est Alexandre Zaporozski, ex-colonel du SVR qui aurait commencé à livrer des informations aux américains en 2003 notamment sur des taupes russes. Le fait qu'il soit condamné à 18 années de prison par les Tchékistes prouve que celui-ci était un agent de premier plan pour les États-Unis. Parmi les autres personnes échangées figurent deux ex-colonel du GRU.¹

Mais ces exemples ne sont pas les seuls du genre. Si la CIA ne communique bien évidemment pas le nom de ses agents et leurs activités en Russie il est possible d'en connaître quelque uns lors de leurs arrestations. Ainsi Alexandre Sypatchev, colonel du

¹ Alain RODIER, *Note d'actualité N°219, Russie- Etats-Unis : que cherchaient les espions russes aux Etats-Unis?*, www.cf2r.org

GRU a été condamné en 2002 pour avoir tenté de transmettre à la CIA des secrets d'Etats. Plus récemment en 2010 un citoyen russe : Guennadi Sypatchev est à son tour condamné pour avoir transmis aux États-Unis des cartes permettant de diriger des missiles de croisière contre des objectifs militaires russes.¹

Toutes ces affaires récentes montrent l'inquiétude qu'on les services américains face au renouveau de la puissance russe organisé par les Tchékistes. Ils vont ainsi pouvoir prendre des mesures fortes pour mettre un frein à cet expansion.

Le retour du bouclier anti-missiles.

Les États-Unis vont au delà des simples affaires d'espionnages. Signataire du traité ABM² ils décident de faire évoluer leur position face au réarmement de la Russie et à un Moyen Orient chaotique. Ils décident la création d'un bouclier anti-missiles en Europe. Il s'agit de missiles très sophistiqués capables d'intercepter tous types d'engins (roquettes, missiles intercontinentaux) et censés protéger l'Europe des « *rogues states* ». Les États Unis assurent qu'il n'est en aucun cas tourné vers la Russie. Amorcé sous l'ère Bush il eu pour effet d'attirer les foudres des Tchékistes et de Vladimir Poutine à tel point que les relations entre les deux États furent extrêmement tendues. En effet ce bouclier est vu par Moscou comme un instrument au service d'une politique d'encerclement de la Russie.

L'arrivée de Barrack Obama et de Dimitri Medellín semble avoir un temps mis à l'écart ce projet colossal. Cependant il reste toujours d'actualité et est très souvent dénoncé par les hauts gradés russes. Le 3 mai 2012 le chef d'État major des armées russes Nikolai Makarov déclara que ses forces considéraient que ce bouclier était déployer contre son pays et qu'en conséquence la Russie était en droit de frapper ces diverses installations (rampes de lancement, radars...) si une crise survenait.³

Investissement dans la cyber-défense.

Face à la probable implication des services de renseignement russes dans les attaques informatiques qui ont visé l'Estonie récemment les États-Unis et leur bras armé,

1 *Un russe condamné pour espionnage*, AFP, 13 mai 2005.

2 ABM pour anti-ballistic missile. Ce traité de 1972 interdisait la mise en oeuvre de ce genre d'armement.

3 Claude ANGELI, *Obama et Hollande vont parler dollars et solidarité*, le canard enchainé, 9 mai 2012

l'OTAN, ont décidé de réagir. Le gouvernement Estonien invoqua le mécanisme de l'article 5 de l'OTAN mais les États-Unis refusèrent de se lancer dans une quelconque intervention armée.

Néanmoins une mesure importante fut prise pour lutter contre ces futures attaques. Depuis 2008 l'OTAN a ouvert à Tallinn un centre d'analyse et de recherche en cybersécurité. Son rôle est de réfléchir aux enjeux et perspectives en cas d'attaque numérique. Le choix de Tallinn n'est pas anodin c'est un message adressé aux Tchékistes concernant les limites à ne pas dépasser. En outre l'OTAN a créée une autorité politique chargée de la cyberdéfense (cyber defense management authority) chargée de lancer des mesures de représailles dans le cyberspace.¹ Les Tchékistes sont donc prévenus : les États Unis n'hésiteront plus à intervenir face à des attaques informatiques.

Comme nous venons de le décrire la Russie est en mesure d'agir sur la scène internationale par l'intermédiaire de ses services de renseignement. Elle n'hésite désormais plus à s'opposer au leader mondial que sont les États-Unis Cette nouvelle expansion inquiète Washington qui a pris de nombreuses mesures en conséquences. L'affaire de l'échange d'espion en 2010 sur le tarmac de Viennes est révélatrice de l'état d'esprit entre ces deux pays. Si la Guerre froide est effectivement terminée les deux ennemis d'hier ne semblent toujours pas se faire confiance.

1 Nicolas ARPAGIAN, *La cybersécurité*, collection Que sais-je, PUF, 2010, p 85.

Conclusion Titre III.

Isolée sur la scène internationale en 2000, la Russie est aujourd'hui un acteur sur lequel il faut compter. A cet égard il semble que la stratégie des Tchékistes pour permettre à leur pays de retrouver sa puissance sur la scène internationale soit un succès. En ayant instrumentalisé la lutte contre le terrorisme international ils ont su amadouer les pays occidentaux qui leur ont permis de revenir dans le concert des nations.

Fort de ce retour ils ont cherché à regagner leurs zones d'influences perdus notamment en Europe et même à s'opposer (militairement si besoin) à des États leur tenant tête. Décomplexés et confiants dans leur pouvoir les Tchékistes ont pu alors se tourner vers leurs ennemis de toujours, les États-Unis. Les nombreuses affaires d'espionnages ont considérablement dégradés les relations entre ces deux États. Ils se regardent désormais avec une méfiance grandissante.

Si les Tchékistes veulent continuer sur cette voie d'expansion une confrontation avec les États-Unis semble inéluctable.

Conclusion du mémoire.

Ce mémoire s'est attaché à étudier étape par étape la redoutable stratégie mise en œuvre par les Tchékistes pour accéder au pouvoir et redonner à la Russie sa puissance d'antan. Comme énoncé en introduction cette stratégie se fonde sur les services de renseignement et peut se résumer en trois parties : le retour de l'organe unique en matière de renseignement, le contrôle de la société russe par les organes et enfin l'affirmation sur la scène internationale.

Au regard de toutes ces considérations peut on affirmer que leur stratégie est un succès?

Mis à mal par les réformes Elstine, le renseignement russe était moribond en 1991. Les Tchékistes en sabotant consciencieusement ces réformes ont permis le retour de l'organe unique en matière de renseignement : le FSB. En éliminant son concurrent principal, le SVR, et en s'assurant la fidélité des autres organes que sont le GRU et le FPS, le FSB a su s'imposer comme la tête du renseignement dans la Fédération de Russie. Le premier objectif des Tchékistes a donc été remarquablement atteint.

Ils ont en outre véritablement réussi le tour de force d'infiltrer la société russe jusqu'à son plus haut niveau : la Présidence de la Fédération. Ils ont utilisé pour cela le noyautage mais aussi les anciennes méthodes du KGB. Leurs opposants politiques sont réduits au silence et aucun pouvoir ne semble avoir été épargné. Néanmoins ce contrôle total paraît avoir perverti les Tchékistes. Ceux-ci, désormais aux postes de responsabilités ont goûté au pouvoir et à l'argent. Ils semblent désormais agir non plus comme les gardiens de la Russie mais plutôt comme une nouvelle noblesse. L'objectif de contrôler la Russie a certes été atteint mais un effet pervers en a découlé. Ces hommes agissent-ils désormais réellement dans l'intérêt de la Russie ou plutôt dans l'intérêt de leur classe sociale? La question reste posée.

Enfin sur la scène internationale la Russie est sortie de son isolement. Les Tchékistes ont su à merveille instrumentaliser la lutte contre le terrorisme pour faire entrer leur pays dans le jeu des Nations. Confiant dans leur nouvelles capacités ils sont en mesure d'intervenir dans leurs zones d'influence et si besoin militairement. Face aux États-Unis ils n'hésitent désormais plus à s'opposer frontalement et à faire part de leurs

divergences de points de vues. Néanmoins si la Russie est revenue sur la scène internationale de manière exemplaire elle ne peut en aucun cas être comparée à l'ex-URSS et aux États-Unis en terme de puissance . En effet elle est encore marquée par de trop nombreuses difficultés pour s'afficher comme une super-puissance (vieillesse de la population, problèmes agricoles...). On peut donc affirmer que même si les Tchékistes ont permis le retour de la Russie dans le jeu international, ils ne lui ont pas rendue sa splendeur d'antan. En outre à force de provocations le risque d'un conflit avec la superpuissance que sont les États-Unis n'est pas à exclure.

Quel avenir?

Cette stratégie a permis au Tchékistes d'arriver au pouvoir et de se maintenir pendant plus d'une décennie. La réélection de Vladimir Poutine semble n'avoir été qu'une formalité et va faire perdurer ce système plusieurs années encore.

Néanmoins ce système russe fondé sur les Tchékistes et les services de renseignement est de plus en plus critiqué en Russie. Le peuple russe qui s'en est remis à Poutine dans les années sombres du début du millénaire semble désormais remettre en question ce système. En effet les conditions sociales de la population se détériorent et la corruption déjà présente sous Elstine n'a pas été endiguée par Poutine. Les importantes manifestations qui ont eu lieu au début de l'année 2012 sont la preuve de l'exaspération du peuple. Celui-ci semble avoir pris conscience que les services de renseignement sont la nouvelle nomenklatura qui a remplacé les oligarques.

Comment dès lors envisager l'avenir? Face à ce mouvement de contestations sans précédents plusieurs options s'offrent aux Tchékistes. Ils peuvent tout d'abord y répondre par la force mais le nombre de manifestants dans les rues de Moscou semble rendre l'opération difficile. Ils peuvent aussi faire taire ces manifestations par des moyens détournés (achat de la paix sociale, corruption...). Enfin une des dernières options seraient de céder aux revendications du peuple demandant plus de transparence et de démocratie. Mais il est peu probable que Vladimir Poutine accepte. Il se souvient en effet que le dernier à avoir cédé fut Gorbatchev avec la Gladnost et la Perestroïka qui ont abouti au Putsch de Moscou et à la chute de l'URSS. Quoi qu'il en soit les services vont devoir faire face à cette menace grandissante d'un peuple qui se réveille.

Il est fort probable que dans les locaux de la Lubienka les esprits s'échauffent pour éviter à Moscou une nouvelle révolution.

ANNEXE N°1



Insigne du KGB



Insigne du FSB



Insigne du GRU



Insigne du SVR



Insigne de la FAPSI

Bibliographie

Ouvrages.

- Nicolas ARPAGIAN, *La cybersécurité*, collection Que sais-je, PUF, 2010.
- Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, éditions Lavauzelle, Panazol 2008.
- Hélène BLANC, *Les prédateurs du Kremlin (1917-2009)*, Seuil, Paris, 2009
- Hélène BLANC et Renata LESNIK , *Le mal Russe. Du chaos à l'espoir*, aux éditions l'Archipel, 2000.
- Robert BRACKMAN, *Staline: agent du Tsar*, édition de l'archipel, Paris 2003.
- Zbigniew BREZINSKI, *The grand Chessboard*, Basic Books, Septembre 1998
- Emmanuel CARRERE, *Limonov*, éditions P.O.L, décembre 2011.
- Stéphane COURTOIS , *Le livre noir du communisme* , Robert Laffont , 2000.
- Françoise DAUCE, *la russie postsoviétique*, collection repère, éditions la découverte, novembre 2008.
- Francis FUKUYAMA, *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*, collection Champs, Flammarion, 1992.
- Andreï KOZOVOI, *Les services secrets russes : des Tsars à Poutine*, Tallandier, 2010.
- Edouard LIMONOV, *Mes prisons*, Actes sud, 2009.
- E.PRIMAKOV, *Au coeur du Pouvoir*, Editions de Syrtes, 2002.
- Simon SEBAG MONTEFIOR, *Staline: la cour du tsar rouge*, Editions des Syrtes, 2005.
- Victor SERGE, *Ce que tout révolutionnaire doit savoir sur la répression*, La découverte, collection petite collection Maspero , 1970
- Andrei SOLDATOV et Irina BOROCHAN, *Les héritiers du KGB*, collection les moutons noirs, éditions François Bourrin, octobre 2011.
- Thierry WOLTON, *Le KGB au pouvoir*, Folio document, janvier 2009.

Revues.

- Questions internationales (Revue bimestrielle éditée par la Documentation française)
- Politique internationale : www.politiqueinternationale.com
- Diploweb (revue en ligne sur la géopolitique) : www.diploweb.com

Organisations.

- Conseil international des archives : www.ica.org
- Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe : www.assembly.coe.int
- Ministère des affaires étrangères français : www.diplomatie.gouv.fr
- Organisation de coopération de Shanghai : www.sectesco.org
- Interpol : www.interpol.int

Sites d'informations généralistes.

- France 24 : www.france24.com
- Le Monde : www.lemonde.fr
- Libération : www.liberation.fr
- Le Monde diplomatique : www.monde-diplo.fr
- The Guardian (Royaume-Unis) : www.theguardian.co.uk
- Le Sunday Time (Royaume-Unis) : www.thesundaytimes.co.uk
- Le Point : www.lepoint.fr
- Agence de presse Reuters : www.fr.reuters.com
- Agence France Presse : www.afp.com
- BBC (Royaume-Unis) : www.news.bbc.co.uk
- Le Washington Post (Etats-Unis) : www.washingtonpost.com
- Le New Yorker (Etats-Unis) : www.newyorker.com
- Le Moscow Time (Russie) : www.themoscowtimes.com

Sites internet spécialisés.

- Agentura.ru (signe de journalistes indépendants en Russie spécialisé dans le monde du renseignement) : www.agentura.ru
- Centre d'études et de recherches internationales de sciences po paris : www.ceri-sciences-po.org
- Centre français de recherche sur le renseignement : www.cf2r.org
- Global Security (site spécialisé dans la sécurité internationale) : www.globalsecurity.org
- Oxford Analytica (entreprise d'analyse des risques internationaux pour les entreprises) : www.oxan.com
- Chatham House (think tank anglais sur les relations internationales) : www.chathamhouse.org.
- The Conflict Studies Research Centre (centre d'analyse du ministère de la Défense du Royaume Unis) : www.conflicstudies.org.uk

Documentaires/ Emissions

- Tania RAKHMANOVA, *la prise de pouvoir par Vladimir Poutine*, coproduit par ARTE France et diffusé sur ARTE le 5 octobre 2005.
- Patrick PESNOT , *Rendez vous avec monsieur X*, France Inter.
- Marina GOLDOVKAIA, *Anna Politovskaïa : une vie pour la liberté*, diffusé sur ARTE le 24 février 2012.
- Itaru HASEWAGA ,*le Putsch de Moscou* , 2006, diffusé sur Arte le 19 aout 2009

Table des matières

Table des abréviations.....	4
Sommaire.....	5
Introduction Générale.....	6
TITRE I : L'IMPOSSIBLE REFORME?.....	18
Chapitre 1 : La division du renseignement en deux organes majeurs.....	19
A. Le FSB, acteur incontournable à l'intérieur des frontières.....	19
B. Les SVR pour le renseignement à l'étranger.....	22
Chapitre 2 : La persistance d'organes techniques.....	26
A. L'inamovible GRU.....	26
B. Les courtes existences de la FAPSI et du FPS.....	29
Chapitre 3 : L'hégémonie du FSB.....	33
A. La mise au pas du SVR.....	33
B. La légitimation par le mythe.....	37
Conclusion du Titre I.....	41
TITRE II : LE RETOUR DU KGB?.....	42
Chapitre 1 : Les obstacles politiques à éliminer.....	44
A. Le « danger » démocrate et le Parti Communiste.....	44
B. La toute puissance des oligarques.....	47
Chapitre 2 : Les moyens de la reconquête.....	50
A. Une pénétration massive de la société.....	50
B. Nouvelle structure mais même méthodes.....	54
Chapitre 3 : Le KGB dépassé.....	58
A. L'absence totale de contrôle.....	58
B. Une nouvelle Nomenklatura.....	63

Conclusion du Titre II.....	67
TITRE III : AU SECOURS DE « LA CITADELLE ASSIEGEE ».....	68
Chapitre 1 : Les menaces internationales.....	70
A. L'ingérence de puissances étrangères.....	70
B. Le terrorisme islamiste comme nouvel ennemi.....	73
Chapitre 2 : Le retour de l'ours russe en Europe.....	77
A. Les services et l'étranger proche.....	77
B. La reconquête des zones d'influence perdues.....	80
Chapitre 3 : Vers une nouvelle Guerre Froide?.....	84
A. Une Russie décomplexée face aux Etats-Unis.....	84
B. La riposte de l'oncle Sam.....	87
Conclusion du Titre III.....	90
Conclusion générale.....	91
Annexe N°1.....	94
Bibliographie.....	95
Table des matières.....	98